Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 114° — Numero 155

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA ROMA - Lunedì, 18 giugno 1973 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA — UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI E DECRETI — TELEFONO 650-139
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO — LIBRERIA DELLO STATO — PIAZZA GIUSEPPE VERDI, 10 — 00100 ROMA — CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI

Annuo L. 21.000 - Semestrale L. 11.000 - Trimestrale L. 6.000 - Un fascicolo L. 100 - Supplementi ordinari: L. 100 per ogni sedicesimo o frazione di esso - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)

Annuo L. 16.000 - Semestrale L. 9.000 - Trimestrale L. 5.000 - Un fascicolo L. 90 - Fascicoli di annate arretrate: il doppio.

Per l'ESTERO i prezzi di abbonamento sono il doppio di quelli indicati per l'interno

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato
I fascicoli disguidati devono essere richiesti all'Amministrazione entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero del Tesoro) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r; GENOVA, via XII Ottobre, 172/r (Piccapietra); BOLOGNA, Strada Maggiore, 23/A e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di provincia. Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico dello Stato — Libreria dello Stato — Piazza Verdi, 10 — 00100 Roma, versando l'importo maggiorato delle spese di spedizione a mezzo del c/c postale 1/2640. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono in Roma (Ufficio Inserzioni — Via XX Settembre — Palazzo del Ministero del Tesoro). Le agenzie di Milano, Napoli, Firenze, Genova e Bologna possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI DEI BOLLETTINI DELLE OBBLIGAZIONI

SUPPLEMENTI ALLA « GAZZETTA UFFICIALE » N. 155 DEL 18 GIUGNO 1973:

Bollettino delle obbligazioni, delle cartelle e degli altri titoli estratti pe ril rimborso e pel conferimento di premi n. 44: **Ministero del tesoro - Direzione generale del debito pubblico:** Prestito per l'edilizia scolastica redimibile 6 % 1971-1986. — Parte I: Serie sorteggiate per l'ammortamento nella SECONDA estrazione eseguita il 12 maggio 1973; Parte II: Serie sorteggiate nell'anno precedente.

(7264)

Bollettino delle obbligazioni, delle cartelle e degli altri titoli estratti per il rimborso e pel conferimento di premi n. 45: **Ministero del tesoro - Direzione generale del debito pubblico:** Prestito per l'edilizia scolastica redimibile 5,50 % 1969-1984. — Parte I: Serie sorteggiate per l'ammortamento nella QUARTA estrazione eseguita il 15 maggio 1973; Parte II: Serie sorteggiate negli anni precedenti.

(7263)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 18 maggio 1973, n. **304.**

Ratifica ed esecuzione dell'accordo europeo sul collocamento alla pari, con allegati e protocollo, adottato a Strasburgo il 24 novembre 1969.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'accordo europeo sul collocamento alla pari, con allegati e protocollo, adottato a Strasburgo il 24 novembre 1969.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'accordo di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore in conformità all'articolo 15 dell'accordo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 18 maggio 1973

LEONE

ANDREOTTI — MEDICI — COPPO

Visto, *il Guardasigilli:* GONELLA

ALLEGATO

Accord européen sur le placement au pair

Les Etats membres du Conseil de l'Europe, signataires du présent Accord,

Considérant que le but du Conseil de l'Europe est de réaliser une union plus étroite entre ses Membres, en vue notamment de favoriser leur progrès social;

Constatant qu'en Europe, un nombre toujours croissant de jeunes, surtout de jeunes filles, se rendent à l'étranger pour être placés au pair;

Considérant que, sans vouloir porter un jugement de valeur sur cette pratique largement répandue, il convient de définir et d'harmoniser dans tous les Etats membres les conditions du placement au pair;

Considérant que le placement au pair pose, dans les Etats membres, un important problème de caractère social, comportant des implications juridiques, morales, culturelles et économiques, qui dépasse largement le cadre national et présente dés lors un caractére européen;

Considérant que les personnes placées au pair constituent une catégorie spécifique tenant à la fois de l'étudiant et du travailleur, sans entrer pour autant

dans l'une ou l'autre de ces catégories, et qu'il est par conséquent utile de prévoir pour elles des dispositions appropriées;

Reconnaissant, en particulier, la nécessité d'assurer aux personnes placées au pair une protection sociale adéquate et s'inspirant des principes contenus dans la Charte sociale européenne;

Considérant que beaucoup de ces personnes sont des mineurs privés pour une longue période du soutien de leur famille et qu'à ce titre, elles doivent faire l'objet d'une protection particulière portant sur les conditions matérielles et morales trouvées dans le pays d'accueil;

Considérant que seules les autorités publiques peuvent pleinement assurer la mise en œuvre et le contrôle de l'application des principes ainsi définis;

Convaincus de la nécessité de cette coordination dans le cadre du Conseil de l'Europe,

Sont convenus de ce qui suit;

Article 1er

Toute Partie Contractante s'engage à promouvoir, sur son territoire, dans toute la mesure du possible, la mise en œuvre des dispositions du présent Accord.

Article 2

1. Le placement au pair consiste en l'accueil temporaire, au sein de familles, en contrepartie de certaines prestations, de jeunes étrangers venus dans le but de perfectionner leurs connaissances linguistiques et, éventuellement, professionnelles et d'accroître leur culture générale par une meilleure connaissance du pays de séjour.

2. Ces jeunes étrangers sont ci-après dénommés « personnes placées au pair ».

Article 3

Le placement au pair, dont la durée initiale ne dépassera pas une année, peut cependant être prolongé de manière à permettre un séjour de deux ans au maximum.

Article 4

1. La personne placée au pair ne sera pas âgée de moins de 17 ans, ni de plus de 30 ans.

2. Toutefois, à titre exceptionnel et sur demande justifiée, des dérogations peuvent être accordées par l'autorité compétente du pays d'accueil en ce qui concerne la limite d'âge supérieure.

Article 5

La personne placée au pair sera munie d'un certificat médical, établi moins de trois mois avant son placement, indiquant son état de santé général.

Article 6

1. Les droits et devoirs de la personne placée au pair et de la famille d'accueil, tels qu'ils sont définis dans le présent Accord, font l'objet d'un accord écrit, à conclure entre les parties en cause, sous forme d'un document unique ou d'un échange de lettres, de préférence avant que la personne au pair n'ait quitté le pays où elle résidait ou au plus tard au cours de la première semaine de son accueil.

2. Un exemplaire de l'accord visé au paragraphe précédent sera déposé dans le pays d'accueil auprès de l'autorité compétente ou de l'organisme désigné par elle.

Article 7

L'accord visé à l'article 6 précise notamment les conditions dans lesquelles la personne placée au pair sera amenée à partager la vie de la famille d'accueil, tout en disposant d'un certain degré d'indépendance.

Article 8

1. La personne placée au pair reçoit nourriture et logement de la famille d'accueil; elle dispose, dans la mesure du possible, d'une chambre individuelle.

2. La personne placée au pair bénéficie d'un temps suffisant pour suivre des cours de langue et se perfectionner sur le plan culturel et professionnel; toutes facilités en ce qui concerne l'aménagement des horaires lui sont données à cette fin.

3. La personne placée au pair dispose au minimum d'une journée complète de repos par semaine, dont au moins un dimanche par mois, et a toute possibilité de participer aux exercices de son culte.

4. La personne placée au pair reçoit, à titre d'argent de poche, une certaine somme dont le montant et la périodicité de versement seront déterminés par l'accord visé à l'article 6.

Article 9

La personne placée au pair fournit à la famille des prestations consistant en une participation à des tâches familiales courantes. Le temps effectivement consacré à ces prestations n'excédera pas en principe une durée de cinq heures par jour.

Article 10

1. Toute Partie Contractante énumère, en les mentionnant à l'Annexe I au présent Accord, les prestations qui seront garanties à toute personne placée au pair sur son territoire en cas de maladie, de maternité et d'accident.

2. Si, et dans la mesure où, les prestations énoncées à l'Annexe I ne peuvent être assurées dans le pays d'accueil par un régime de sécurité sociale ou tout autre organisme officiel, compte tenu des dispositions des accords internationaux ou des Règlements des Communautés européennes, le membre compétent de la famille d'accueil contractera une assurance privée dont la charge lui incombera en totalité.

3. Toute modification dans la liste des prestations figurant à l'Annexe I sera notifiée par toute Partie Contractante conformément aux dispositions de l'article 19 paragraphe 2.

Article 11

1. Dans le cas où l'accord visé à l'article 6 a été conclu pour une durée non déterminée, chacune des parties peut y mettre fin moyennant un préavis de deux semaines.

2. Que l'accord ait été conclu pour une durée déterminée ou non, il pourra être dénoncé immédiatement par l'une des parties en cas de faute lourde de l'autre partie, ou si d'autres circonstances graves l'exigent.

Article 12

L'autorité compétente de toute Partie Contractante désignera les organismes publics et pourra agréer les organismes privés habilités à s'occuper du placement au pair.

Article 13

1. Toute Partie Contractante présentera tous les cinq ans au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, dans une forme à déterminer par le Comité des Ministres, un rapport relatif à l'application des dispositions des articles 1 à 12 du présent Accord.

2. Les rapports des Parties Contractantes seront soumis pour examen au Comité social du Conseil de l'Europe.

3. Le Comité social présentera au Comité des Ministres un rapport contenant ses conclusions; il pourra également faire toutes propositions tendant à:

(i) améliorer les conditions d'application du présent Accord;

(ii) réviser ou compléter les dispositions du présent Accord.

Article 14

1. Le présent Accord est ouvert à la signature des Etats membres du Conseil de l'Europe qui peuvent y devenir Parties par:

(*a*) la signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(*b*) la signature sous réserve de ratification ou d'acceptation, suivie de ratification ou d'acceptation.

2. Les instruments de ratification ou d'acceptation seront déposés près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

Article 15

1. Le présent Accord entrera en vigueur un mois après la date à laquelle trois Etats membres du Conseil seront devenus Parties à l'Accord conformément aux dispositions de l'article 14.

2. Pour tout Etat membre qui le signera ultérieurement sans réserve de ratification ou d'acceptation ou le ratifiera ou l'acceptera, l'Accord entrera en vigueur un mois après la date de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification ou d'acceptation.

Article 16

1. Après l'entrée en vigueur du présent Accord, le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe pourra inviter tout Etat non membre du Conseil à adhérer au présent Accord.

2. L'adhésion s'effectuera par le dépôt, près le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, d'un instrument d'adhésion qui prendra effet un mois après la date de son dépôt.

Article 17

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, peut désigner le ou les territoires auxquels s'appliquera le présent Accord.

2. Tout Etat signataire, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou à tout autre moment par la suite, ainsi que tout Etat adhérent, au moment du dépôt de son instrument d'adhésion ou à tout autre moment par la suite, peut étendre l'application du présent Accord par déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe, à tout autre territoire désigné dans la déclaration et dont il assure les relations internationales ou pour lequel il est habilité à stipuler.

3. Toute déclaration faite en vertu du paragraphe précédent pourra être retirée, en ce qui concerne tout territoire désigné dans cette déclaration, aux conditions prévues par l'article 20 du présent Accord.

Article 18

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation ou tout Etat adhérent au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, peut déclarer faire usage de l'une ou plusieurs réserves figurant à l'Annexe II au présent Accord. Aucune autre réserve n'est admise.

2. Tout Etat signataire ou toute Partie Contractante peut retirer en tout ou en partie une réserve formulée par lui en vertu du paragraphe précédent, au moyen d'une déclaration adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et qui prendra effet à la date de sa réception.

Article 19

1. Tout Etat signataire, au moment de la signature ou au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'acceptation, ou tout Etat adhérent au moment du dépôt de son instrument d'adhésion, fait connaître les prestations à énumérer à l'Annexe I, conformément aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 10.

2. Toute notification visée au paragraphe 3 de l'article 10 sera adressée au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en indiquant la date à partir de laquelle elle prendra effet.

Article 20

1. Le présent Accord demeurera en vigueur sans limitation de durée.

2. Toute Partie Contractante pourra, en ce qui la concerne, dénoncer le présent Accord en adressant une notification au Secrétaire Général du Conseil de l'Europe.

3. La dénonciation prendra effet six mois après la date de la réception de la notification par le Secrétaire Général.

Article 21

Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe notifiera aux Etats membres du Conseil et à tout Etat ayant adhéré au présent Accord:

(*a*) toute signature sans réserve de ratification ou d'acceptation;

(*b*) toute signature sous réserve de ratification ou d'acceptation;

(*c*) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'adhésion;

(*d*) les prestations énumérées à l'Annexe I;

(*e*) toute date d'entrée en vigueur du présent Accord, conformément à son article 15;

(*f*) toute déclaration reçue en application des dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 17;

(*g*) toute réserve formulée en application des dispositions du paragraphes 1er de l'article 18;

(*h*) le retrait de toute réserve effectué en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 18;

(*i*) toute notification reçue en application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 19;

(*j*) toute notification reçue en application des dispositions de l'article 20 et la date à laquelle la dénonciation prendra effet.

Article 22

Le Protocole annexé au présent Accord fait partie intégrante de celui-ci.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Accord.

FAIT à Strasbourg, le 24 novembre 1969, en français et en anglais, les deux textes faisant également foi, en un seul exemplaire qui sera déposé dans les archives du Conseil de l'Europe. Le Secrétaire Général du Conseil de l'Europe en communiquera copie certifiée conforme à chacun des Etats signataires et adhérents.

Pour le Gouvernement de la République d'Autriche:

Pour le Gouvernement du Royaume de Belgique (sous réserve de ratification ou d'acceptation):

J. LODEWYCK

Pour le Gouvernement de la République de Chypre:

Pour le Gouvernement du Royaume de Danemark:

Pour le Gouvernement de la République française:

Pour le Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne:

Pour le Gouvernement du Royaume de Grèce:

Pour le Gouvernement de la République islandaise:

Pour le Gouvernement d'Irlande:

Pour le Gouvernement de la République italienne (sous réserve de ratification ou d'acceptation):
Carlo Enrico GIGLIOLI

Pour le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg:

Pour le Gouvernement de Malte:

Pour le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas:

Pour le Gouvernement du Royaume de Norvège:

Pour le Gouvernement du Royaume de Suède:

Pour le Gouvernement de la Confédération suisse:

Pour le Gouvernement de la République turque:

Pour le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

ANNEXE I

(Article 10)

Prestations

(Listes communiquées)

ANNEXE II

[Article 18 (1)]

Reserves

Chacune des Parties Contractantes peut déclarer qu'elle se réserve de:

(*a*) considérer que l'expression « personne placée au pair » ne s'appliquera qu'à des personnes de sexe féminin;

(*b*) ne retenir des deux modalités instituées par l'article 6, paragraphe 1er, que celle prévoyant que la conclusion du contrat devra se faire avant que la personne au pair n'ait quitté le pays où elle résidait;

(*c*) déroger aux dispositions de l'article 10, paragraphe 2, pour autant que les primes de l'assurance privée soient couvertes pour moitié par la famille d'accueil et que cette dérogation soit portée, avant la conclusion du contrat, à la connaissance de toute personne désireuse de se placer au pair;

(*d*) différer la mise en œuvre des dispositions de l'article 12 jusqu'à ce qu'aient pu être prises les mesures d'ordre pratique nécessaires à cette mise en œuvre, étant entendu qu'elle s'efforcera de prendre ces mesures dans les plus brefs délais.

Protocole

(Article 10)

1. Toute Partie Contractante fait la déclaration figurant à l'Annexe I, et y apporte les modifications ultérieures, sous sa propre responsabilité.

2. Les prestations visées à l'Annexe I doivent comporter, dans toute la mesure du possible, la couverture des frais médicaux, pharmaceutiques et d'hospitalisation.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

NOTA BENE. - I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nell'Accordo, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

Accordo europeo sul collocamento alla pari

Gli Stati membri del Consiglio d'Europa, firmatari del presente Accordo;

Considerando che scopo del Consiglio d'Europa è la realizzazione di una più stretta unione fra i suoi membri allo scopo, in particolare, di favorire il loro progresso sociale;

Constatando che in Europa, un numero crescente di giovani, soprattutto donne, si recano all'estero per essere collocati alla pari;

Considerando che, senza voler fare alcuna valutazione critica su questo sistema largamente diffuso, conviene definire ed armonizzare le condizioni di collocamento alla pari in tutti gli Stati membri;

Considerando che il collocamento alla pari solleva, negli Stati membri, un importante problema di carattere sociale, che comporta implicazioni giuridiche, morali, culturali ed economiche che va oltre i confini nazionali ed assume perciò carattere europeo;

Considerando che le persone collocate alla pari costituiscono una categoria specifica non appartenente né alla categoria degli studenti né a quella dei lavoratori, pur avendo molto in comune con entrambe, e che è di conseguenza utile prevedere per esse delle disposizioni adeguate;

Riconoscendo, in particolare, la necessità di assicurare alle persone collocate alla pari una protezione sociale adeguata ed ispirata a princìpi contenuti nella Carta Sociale Europea;

Considerando che molte di queste persone sono minorenni privati per un lungo periodo del sostegno familiare e che in quanto tali devono essere oggetto di

particolare protezione sia per quanto riguarda le condizioni materiali che morali esistenti nel Paese ospitante;

Considerando che solo le autorità pubbliche possono assicurare in pieno l'attuazione ed il controllo dell'applicazione dei princìpi così enunciati;

Convinti della necessità di tale coordinamento nell'ambito del Consiglio d'Europa;

Hanno convenuto quanto segue:

Articolo 1

Ogni Parte contraente si impegna a promuovere, sul proprio territorio, per quanto possibile, l'attuazione delle disposizioni del presente Accordo.

Articolo 2

1. Il collocamento alla pari consiste nell'accoglimento temporaneo in seno a famiglie, come contropartita di alcune prestazioni, di giovani stranieri venuti allo scopo di perfezionare le loro conoscenze linguistiche ed, eventualmente, professionali e di arricchire la loro cultura generale con una migliore conoscenza del Paese di soggiorno.

2. Tali giovani stranieri sono qui appresso indicati come « persone collocate alla pari ».

Articolo 3

Il collocamento alla pari, la cui durata iniziale non sarà superiore ad un anno, può tuttavia essere prolungato in modo da permettere un soggiorno di due anni al massimo.

Articolo 4

1. La persona collocata alla pari non dovrà avere meno di 17 anni, né superare i 30 anni di età.

2. Tuttavia, eccezionalmente e su domanda motivata, possono essere permesse deroghe dall'autorità competente del Paese ospitante per quanto riguarda il limite massimo di età.

Articolo 5

La persona collocata alla pari sarà munita di un certificato medico, rilasciato non oltre tre mesi prima del collocamento, indicante il suo stato generale di salute.

Articolo 6

1. I diritti ed i doveri della persona collocata alla pari nonchè i diritti ed i doveri della famiglia ospitante, quali sono definiti nel presente Accordo, formano oggetto di un accordo scritto, da concludersi fra le parti in causa sotto forma di un documento unico o di uno scambio di lettere, preferibilmente prima che la persona alla pari abbia lasciato il Paese nel quale risiedeva o, al più tardi, durante la prima settimana del suo collocamento.

2. Un esemplare dell'accordo di cui al paragrafo precedente sarà depositato nel Paese ospitante presso la autorità competente o presso l'organismo da essa designato.

Articolo 7

L'accordo di cui all'articolo 6 precisa in particolare le condizioni alle quali la persona collocata alla pari prenderà parte alla vita della famiglia ospitante, pur godendo di un certo grado di indipendenza.

Articolo 8

1. La persona collocata alla pari riceve vitto ed alloggio dalla famiglia ospitante; essa dispone, per quanto possibile, di una camera individuale.

2. La persona collocata alla pari deve disporre di tempo sufficiente per seguire dei corsi di lingua e perfezionarsi sul piano culturale e professionale; a tale scopo verrà accordata ogni facilitazione per regolare opportunamente gli orari di lavoro.

3. La persona collocata alla pari deve disporre di almeno un giorno intero di riposo ogni settimana, fra cui almeno una domenica al mese, e deve avere ogni possibilità di partecipare alle funzioni della propria religione.

4. La persona collocata alla pari deve ricevere una certa somma di denaro per le piccole spese il cui ammontare e la cui periodicità verranno stabilite nell'accordo di cui all'articolo 6.

Articolo 9

La persona collocata alla pari deve fornire alla famiglia ospitante, prestazioni consistenti in una partecipazione ai normali lavori casalinghi. Il tempo realmente consacrato a tali prestazioni non supererà, in linea di massima, la durata di 5 ore al giorno.

Articolo 10

1. Ogni Parte contraente determina, elencandole all'allegato I al presente Accordo, le prestazioni che verranno assicurate ad ogni persona collocata alla pari sul proprio territorio in caso di malattia, maternità o incidente.

2. Se, e nella misura in cui le prestazioni elencate all'allegato I non possono essere assicurate nel Paese ospitante da un regime di previdenza sociale o da qualsiasi altro sistema ufficiale, tenuto conto delle disposizioni contenute negli accordi internazionali o nei Regolamenti delle Comunità Europee, il membro competente della famiglia ospitante deve contrarre un'assicurazione privata di cui prenderà a suo carico tutte le spese.

3. Qualsiasi modifica apportata all'elenco delle prestazioni di cui all'Allegato I sarà notificata da ogni Parte contraente in conformità delle disposizioni dell'articolo 19, paragrafo 2.

Articolo 11

1. Nel caso in cui l'accordo di cui all'articolo 6 sia stato concluso per un periodo non determinato, ciascuna delle parti può porvi fine mediante un preavviso di due settimane.

2. Sia che l'accordo sia stato concluso per una durata determinata o meno, esso potrà essere immediatamente denunciato da una delle due parti in caso di mancanza grave dell'altra parte, o se altre gravi circostanze lo richiedono.

Articolo 12

L'autorità competente di ogni Parte contraente indicherà le organizzazioni pubbliche e potrà autorizzare organizzazioni private ad occuparsi del collocamento alla pari.

Articolo 13

1. Ciascuna Parte contraente presenterà ogni 5 anni, al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, nella forma che dovrà essere determinata dal Comitato dei Ministri, un rapporto concernente l'applicazione delle disposizioni di cui agli articoli da 1 a 12 del presente Accordo.

2. I rapporti presentati dalle Parti contraenti verranno sottoposti ad esame del Comitato sociale del Consiglio d'Europa.

3. Il Comitato sociale presenterà al Comitato dei Ministri un rapporto contenente le proprie conclusioni; potrà egualmente fare qualsiasi proposta tendente a:

(i) migliorare le condizioni di applicazione del presente Accordo;

(ii) emendare o completare le disposizioni del presente Accordo.

Articolo 14

1. Il presente Accordo è aperto alla firma degli Stati membri del Consiglio d'Europa che possono divenirne Parti mediante:

a) la firma senza riserva di ratifica o di accettazione;

b) la firma con riserva di ratifica o di accettazione, seguita dalla ratifica o dall'accettazione.

2. Gli strumenti di ratifica o di accettazione saranno depositati presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

Articolo 15

1. Il presente Accordo entrerà in vigore un mese dopo la data alla quale tre Stati membri del Consiglio saranno divenuti Parti dell'Accordo in conformità delle disposizioni dell'articolo 14.

2. L'Accordo entrerà in vigore nei confronti di ogni altro Stato membro che lo firmi successivamente senza riserva di ratifica o di accettazione, oppure che lo ratifichi o lo accetti, un mese dopo la data della firma o del deposito dello strumento di ratifica o di accettazione.

Articolo 16

1. Dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, il Comitato dei Ministri del Consiglio d'Europa potrà invitare ogni altro Stato non membro del Consiglio ad aderirvi.

2. L'adesione si effettuerà mediante il deposito, presso il Segretario Generale del Consiglio d'Europa, di uno strumento di adesione che avrà effetto un mese dopo la data del deposito stesso.

Articolo 17

1. Ogni Stato firmatario, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione, od ogni Stato aderente, all'atto del deposito del proprio strumento di adesione, può designare il territorio o i territori ai quali verrà applicato il presente Accordo.

2. Ogni Stato firmatario, all'atto del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione, o in ogni altro momento successivo, al pari di ogni Stato aderente, all'atto del deposito del proprio strumento di adesione o in ogni altro momento successivo, può estendere l'applicazione del presente Accordo mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, a qualsiasi altro territorio indicato nella dichiarazione stessa e di cui esso curi le relazioni internazionali o in nome del quale sia autorizzato a stipulare.

3. Ogni dichiarazione fatta ai sensi del paragrafo precedente potrà essere ritirata, per quanto riguarda qualsiasi territorio indicato in detta dichiarazione, alle condizioni previste dall'articolo 20 del presente Accordo.

Articolo 18

1. Ogni Stato firmatario, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione, od ogni Stato aderente all'atto del deposito del proprio strumento di adesione, può dichiarare di fare uso di una o più delle riserve elencate all'allegato II del presente Accordo. Non è ammessa nessun'altra riserva.

2. Ogni Stato firmatario od ogni Parte contraente può ritirare totalmente o in parte, una propria riserva formulata in base al paragrafo precedente, mediante dichiarazione indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa, la quale avrà efficacia a partire dalla data in cui sarà stata ricevuta.

Articolo 19

1. Ogni Stato firmatario, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica o di accettazione, od ogni Stato aderente all'atto del deposito del proprio strumento di adesione specifica le prestazioni che vanno elencate come dall'allegato I, in conformità delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 10.

2. Ogni notifica di cui al paragrafo 3 dell'articolo 10 verrà indirizzata al Segretario Generale del Consiglio d'Europa ed indicherà la data a partire dalla quale avrà efficacia.

Articolo 20

1. Il presente Accordo resterà in vigore a tempo indeterminato.

2. Ogni Parte contraente potrà, per quel che la riguarda, denunciare il presente Accordo inviandone notifica al Segretario Generale del Consiglio d'Europa.

3. La denuncia avrà effetto sei mesi dopo la data in cui il Segretario Generale ne avrà ricevuto notifica.

Articolo 21

Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa notificherà agli Stati membri del Consiglio e ad ogni Stato che abbia aderito al presente Accordo:

a) ogni firma senza riserva di ratifica o di accettazione;

b) ogni firma con riserva di ratifica o di accettazione;

c) il deposito di ogni strumento di ratifica, di accettazione o di adesione;

d) le prestazioni elencate nell'Allegato I;

e) ogni data di entrata in vigore del presente Accordo, in conformità dell'articolo 15;

f) ogni dichiarazione ricevuta in applicazione delle disposizioni dei paragrafi 2 e 3 dell'articolo 17;

g) ogni riserva formulata in applicazione delle disposizioni del paragrafo 1 dell'articolo 18;

h) il ritiro di ogni riserva effettuato in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 18;

i) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni del paragrafo 2 dell'articolo 19;

l) ogni notifica ricevuta in applicazione delle disposizioni dell'articolo 20 e la data a partire dalla quale la denuncia avrà effetto.

Articolo 22

Il Protocollo allegato al presente Accordo ne costituisce parte integrante.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati a tale scopo, hanno firmato il presente Accordo.

FATTO a Strasburgo, il 24 novembre 1969, in francese ed inglese, entrambi i testi facenti ugualmente fede, in un unico esemplare che sarà depositato negli Archivi del Consiglio d'Europa. Il Segretario Generale del Consiglio d'Europa ne trasmetterà copia conforme ad ogni Stato firmatario ed aderente.

(*seguono le firme*)

ALLEGATO I

(Articolo 10)

Prestazioni

(Elenchi comunicati)

ALLEGATO II

[Articolo 18 (1)]

Riserve

Ogni Parte contraente può dichiarare di riservarsi il diritto di:

a) ritenere che l'espressione « persona collocata alla pari » venga applicata soltanto nel caso di persone di sesso femminile;

b) adottare, dei due metodi indicati all'articolo 6, paragrafo 1, solo quello che stabilisce che il contratto dovrà essere stipulato prima che la persona collocata alla pari abbia lasciato il Paese in cui risiedeva;

c) derogare alle disposizioni dell'articolo 10, paragrafo 2, disponendo che i premi dell'assicurazione siano versati per metà dalla famiglia ospitante e che tale deroga venga portata, prima della stipulazione del contratto, a conoscenza di ogni persona che desideri essere collocata alla pari;

d) differire l'entrata in vigore delle disposizioni dell'articolo 12 sino al momento in cui abbiano potuto essere adottate le misure di ordine pratico necessarie a tale entrata in vigore, restando inteso che la Parte contraente in questione si sforzerà di adottare dette misure il più presto possibile.

Protocollo

(Articolo 10)

1. Ogni Parte contraente fornisce l'elenco delle prestazioni di cui all'Allegato I, e può apportarvi successive modifiche, sotto la propria responsabilità.

2. Le prestazioni di cui all'Allegato I devono comportare, nella misura massima possibile, la copertura delle spese mediche, farmaceutiche ed ospedaliere.

Visto, *il Ministro per gli affari esteri*
MEDICI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 12 marzo 1973, n. **305**.

Riconoscimento, agli effetti civili, della erezione della parrocchia di S. Maria Madre della Chiesa, in Manfredonia.

N. 305. Decreto del Presidente della Repubblica 12 marzo 1973, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'ordinario diocesano di Manfredonia in data 10 novembre 1969, integrato con postilla 26 ottobre 1971 e due dichiarazioni 15 novembre 1969 e 26 ottobre 1971, relativo alla erezione della parrocchia di S. Maria Madre della Chiesa, nella zona di Monticchio di Manfredonia (Foggia).

Visto, *il Guardasigilli*: GONELLA
Registrato alla Corte dei conti, addì 6 giugno 1973
Atti di Governo, registro n. 258, foglio n. 91. — VALENTINI

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 aprile 1973.

Sostituzione di un membro ordinario del Consiglio superiore della pubblica amministrazione.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto 10 gennaio 1957, n. 3 col quale è stato approvato il testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato;

Vista la legge 20 dicembre 1965, n. 1443, recante norme di modifica al testo unico predetto, art. 139, relativo alla nomina dei membri ordinari del Consiglio superiore della pubblica amministrazione;

Visto il proprio decreto in data 25 gennaio 1972 registrato alla Corte dei conti il 30 maggio 1972, registro n. 8 Presidenza, foglio n. 265, con il quale è stato ricostituito il suindicato consesso e tra gli altri è stato chiamato a farne parte il dott. Eugenio Gagliardi designato dalla Dirstat;

Considerato che il dott. Gagliardi è stato collocato a riposo e che la Dirstat ha designato in sua sostituzione il prof. Francesco Vestri, ispettore generale del Ministero delle poste e delle telecomunicazioni;

Sulla proposta del Presidente del Consiglio dei Ministri;

Decreta:

E' chiamato a far parte in qualità di membro ordinario del Consiglio superiore della pubblica amministrazione il prof. Francesco Vestri, in sostituzione del dott. Eugenio Gagliardi.

Il presente decreto sarà comunicato alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 3 aprile 1973

LEONE

MALAGODI

Registrato alla Corte dei conti, addì 18 *maggio* 1973
Registro n. 4 *Presidenza, foglio n.* 94

(8219)

DECRETO MINISTERIALE 1° dicembbre 1972.
Variazioni concernenti i programmi degli interventi per le costruzioni ospedaliere negli anni finanziari dal 1967 al 1972.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI
DI CONCERTO CON
IL MINISTRO PER LA SANITA'
E
IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 6 dicembre 1971, n. 1037;
Viste le leggi 30 maggio 1965, n. 574; 5 febbraio 1968, n. 82 e 20 giugno 1969, n. 383;
Visti i decreti interministeriali 19 ottobre 1968; 23 gennaio 1970 e 10 febbraio 1972, con i quali sono stati approvati i programmi di interventi per l'edilizia ospedaliera ivi comprese le cliniche universitarie, gli ospedali clinicizzati ed i policlinici universitari per gli anni finanziari dal 1967 al 1972;
Ritenuta la opportunità di provvedere a variazioni per quanto concerne le opere ospedaliere universitarie da realizzare in Piemonte a cura dell'Università di Torino, fermo restando l'importo complessivo della spesa ammessa a contributo nei succitati anni;
Visto il parere favorevole in data 18 maggio 1971, n. 2101 espresso in proposito dall'Ente regione Piemonte;
A termini della legge e del regolamento di contabilità generale dello Stato;

Decreta:

Art. 1.

I programmi degli interventi in materia di edilizia ospedaliera universitaria per la regione Piemonte di cui ai decreti interministeriali nelle premesse vengono modificati come appresso:

Ente	Natura lavori	Costo opera	A contributo anni 1967-72	Rimanenza
Università di Torino .	Completamento clinica oculistica	1.700	500 (*)	1.200
Id.	Completamento clinica otorinolaringoiatrica	509,8	256	253,8
Id.	Completamento istituto patologia ostetrico-ginecologica	300	300	—
Id.	Completamento clinica psichiatrica	600	300	300
Id.	Completamento clinica ostetrico-ginecologica	650	650	—
Id.	Completamento istituto di clinica urologica	60	60	—
Id.	Completamento centro medicina-nucleare	16	16	—
Id.	Completamento clinica radiologica	30	30	—
Id.	Completamento clinica patologia speciale chirurgica	200	200	—
Id.	Completamento centro ematologico annesso Istituto patologia speciale medica	80	80	—
Id.	Completamento centro medicina e chirurgia sperimentale annesso alla clinica medica e chirurgica generali	145,2	145,2	—
Id.	Completamento centro alta rianimazione e trapianti annesso all'Istituto anestesia e rianimazione	621	321	300
Id.	Completamento Istituti pli-cattedra della clinica otorinolaringologica	253,8	253,8	—

(*) *ex lege* 28 luglio 1967, n. 641, per acquisto suolo.

Il presente decreto viene trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 1° dicembre 1972

Il Ministro per i lavori pubblici
GULLOTTI

Il Ministro per la sanità
GASPARI

Il Ministro per la pubblica istruzione
SCALFARO

Registrato alla Corte dei conti, addì 11 maggio 1973
Registro n. 8 Lavori pubblici, foglio n. 136

(8075)

DECRETO MINISTERIALE 6 aprile 1973.
Dichiarazione di notevole interesse pubblico di parte del territorio comunale di Pontelandolfo.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Benevento per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 23 luglio 1971, ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata il centro urbano di Pontelandolfo e territorio contermine, e la fascia di terreno larga metri sessanta, fiancheggiante a valle la strada statale n. 87 dal km. 87 + 700 al km. 89 + 300 sita nel comune di Pontelandolfo;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Pontelandolfo;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico per la caratteristica giacitura di Pontelandolfo arroccato su una collina dominata da una possente « Torre » medioevale, dalle falde bagnate da due piccoli corsi d'acqua, l'Alente ed il Lenticella che ne incidono e configurano le due vallate del territorio ad oriente, mezzodì e ponente della cittadina, che costituisce di per sè elemento ricco oltrechè di pregi paesistici anche di belli e magnifici panoramici godibili dal pubblico da numerosi ed accessibili punti di vista; non meno interessante, in tale contesto, si rivela la parte del territorio comunale posto a settentrione della cittadina, caratterizzato da un'ampia ed ineguale pianura che si estende a nord-nord-ovest e si arresta e confonde con i pressochè vicini rilievi che formano quasi la base del massiccio appenninico del « Matese »;

Decreta:

La zona sita nel territorio del comune di Pontelandolfo ha notevole interesse pubblico ai sensi della legge 29 giugno 1939; n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente: partendo dal chilometro 93 + 000 della strada statale n. 87, il versante est-nord-est, per una larghezza di metri sessanta computati dal ciglio stradale a valle, fino al punto in cui la via comunale San Rocco incrocia il confine tra le particelle n. 227 e 239, si procede lungo questo confine e lungo quello della particella n. 238 e 153 con la detta particella n. 239 (tutte del foglio catastale n. 13 di Pontelandolfo) fino ad incontrare la strada comunale Cupa del Colle. Da tale punto, procedendo lungo la detta strada comunale Cupa del Colle verso nord-est, ci si mantiene sul bordo destro del ciglio stradale fino al confine, della particella n. 155 del detto foglio n. 13 con la particella n. 126 del foglio n. 20. Si parte da quest'ultimo confine, proseguendo lungo quello della stessa particella n. 155 del foglio n. 13 con la particella n. 747 del foglio n. 20 fino all'incrocio di esso confine con la sponda destra del torrente Lenticella. Si prosegue lungo la sponda destra del detto torrente Lenticella fino alla confluenza di questo con il torrente Alente. Si risale da tale confluenza lungo la sponda sinistra del torrente Alente fino ad incontrare la strada comunale Costa. Si risale la detta strada comunale Costa sul ciglio destro fino all'incrocio con la strada comunale Campitelle. Da tale incrocio risalendo sul ciglio destro la detta strada comunale Campitelle si incrocia nuovamente la strada comunale S. Rocco che percorsa lungo il ciglio nord orientale porta al punto di partenza che è il km. 93 + 00 della strada statale n. 87 Sannitica; e la fascia di terreno, larga sessanta metri fiancheggiante a valle la strada statale n. 87, dal km. 87 + 700 al km. 89 + 300.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, n. 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Benevento.

La soprintendenza ai monumenti di Napoli curerà che il comune di Pontelandolfo provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge predetta.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data dell'affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 6 aprile 1973

p. *Il Ministro*: VALITUTTI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Benevento

L'anno millenovecentosettantuno alle ore 11 del giorno ventitrè del mese di luglio in Benevento nella Rocca dei Rettori, sede dell'amministrazione provinciale, previa convocazione nei modi di legge, si è riunita la commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali e panoramiche.

(*Omissis*).

La commissione si è adunata per discutere e deliberare sul seguente ordine del giorno:

1) COMUNE DI PONTELANDOLFO — Imposizione vincolo ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497.

(*Omissis*).

Il presidente, valutata la portata delle discussioni e delle varie dichiarazioni espresse dai componenti la commissione, dichiara di ritenere opportuno porre ai voti ogni decisione deliberante che formula in due distinte « votazioni » nei seguenti termini:

1) Pongo ai voti della commissione l'imposizione del vincolo, ai sensi e per gli effetti dell'articolo 1 (numeri 3 e 4) della legge 29 giugno 1939, n. 1497, e dell'articolo 9 del regolamento di esecuzione 3 giugno 1940, n. 1357, sulla discussa « 1ª zona », centro urbano di Pontelandolfo e territorio contermine, così de-

terminata: partendo dal km. 93+000 della strada statale n. 87, il versante est-nord-est, per una larghezza di metri sessanta computati dal ciglio stradale a valle, fino al punto in cui la via comunale « San Rocco » incrocia il confine tra le particelle n. 227 e 239, si procede lungo questo confine e lungo quello delle particelle n. 2388 e 153 con la detta particella n 239 (tutte del foglio catastale n. 13 di Pontelandolfo) fino ad incontrare la strada comunale « Cupa del Colle ». Da tale punto, procedendo lungo la detta strada comunale « Cupa del Colle » verso nord-est, ci si mantiene sul bordo destro del ciglio stradale fino al confine della particella n. 155 del detto foglio n. 13 con la particella n. 126 del foglio n. 20. Si parte da quest'ultimo confine, proseguendo lungo quello della stessa particella n. 155 del foglio n. 13 con la particella n. 747 del foglio n. 20 fino all'incrocio di esso confine con la sponda destra del torrente Lenticella. Si prosegue lungo la sponda destra del detto torrente Lenticella fino alla confluenza di questo con il torrente Alente Si risale da tale confluenza lungo la sponda sinistra del torrente Alente fino ad incontrare la strada comunale Costa Si risale la detta strada comunale Costa sul ciglio destro fino all'incrocio con la strada comunale Campitelle. Da tale incrocio risalendo sul ciglio destro la detta strada comunale Campitelle si incrocia nuovamente la strada comunale San Rocco che percorsa lungo il ciglio nord orientale porta al punto di partenza che è il km. 93+000 della strada statale n. 87 Sannitica.

Eseguita la votazione per alzata di mano risulta, votata la proposta, così come innanzi formulata, approvata alla unanimità.

2) Pongo ai voti l'imposizione del vincolo, ai sensi e per gli effetti dell'art. 1 (numeri 3 e 4) della legge 29 giugno 1939, n. 1497, e dell'art. 9 del regolamento di esecuzione 3 giugno 1940, n. 1357, sulla discussa « seconda zona », fascia di terreno larga metri sessanta, fiancheggiante a valle la strada statale n 87 dal km. 87+700 al km. 89+300:

Il sindaco di Pontelandolfo, per dichiarazione di voto, esprime il suo dissenso per le motivazioni di opposizione già espresse e dichiara di astenersi.

Eseguita la votazione per alzata di mano, la proposta risulta approvata con cinque voti favorevoli ed un astenuto.

(8058)

DECRETO MINISTERIALE 27 aprile 1973.

Nomina di un sindaco effettivo e di un sindaco supplente dell'Istituto di credito fondiario della Toscana.

IL MINISTRO PER IL TESORO
PRESIDENTE DEL COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n 375, recante norme per la difesa del risparmio e per la disciplina della funzione creditizia e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691, concernente l'istituzione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 8 giugno 1968, n. 822, che ha eretto in ente morale l'Istituto di credito fondiario della Toscana, con sede in Firenze e ne ha approvato lo statuto;

Visto l'art. 22 del vigente statuto del predetto istituto, relativo alla composizione ed alle modalità di nomina del collegio sindacale;

Considerato che, per compiuto periodo di nomina, sono scaduti dalla carica il sindaco effettivo e il sindaco supplente di nomina ministeriale e che occorre, quindi, procedere al loro rinnovo;

Decreta:

Sono nominati sindaco effettivo e sindaco supplente dell'Istituto di credito fondiario della Toscana, con sede in Firenze, rispettivamente, il dott. Domenico Pesolano e il dott. Ernesto De Medio.

I predetti resteranno in carica fino all'approvazione del bilancio relativo all'anno 1974.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 27 aprile 1973

Il Ministro: MALAGODI

(8171)

DECRETO MINISTERIALE 27 aprile 1973.

Nomina di alcuni componenti il consiglio di amministrazione del Consorzio di credito per le opere pubbliche.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627, convertito nella legge 14 aprile 1921, n. 488, e successive modificazioni, riguardante la costituzione del Consorzio di credito per le opere pubbliche;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e la disciplina della funzione creditizia e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto in particolare l'art. 9 del suddetto decreto-legge riguardante l'autorizzazione del Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio per i funzionari dello Stato e degli istituti parastatali per ricoprire cariche di amministratori e di direttori nelle aziende di credito e negli istituti ed enti indicati nell'art. 41 del medesimo decreto-legge;

Visto il decreto legislativo 21 gennaio 1948, n. 20, concernente l'impiego dei fondi patrimoniali degli istituti di previdenza amministrati dal Ministero del tesoro;

Visto l'art. 31 del vigente statuto riguardante la composizione e le modalità di nomina dei consiglieri di amministrazione del Consorzio di credito per le opere pubbliche, di cui quattro da nominarsi dal Ministro per il tesoro;

Considerato che sono scaduti dalla carica, per compiuto periodo di nomina, i componenti il citato organo di nomina ministeriale;

Ritenuta l'urgenza in relazione all'art. 6 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691 e con l'impiego di comunicare il presente decreto al Comitato interministeriale per il credito e il risparmio nella sua prima adunanza;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 9 del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni ed integrazioni e dell'art. 31 del vigente statuto del Consorzio di credito per le opere pubbliche, sono nominati consiglieri di amministrazione del consorzio medesimo per il quadriennio 1973-1976 i signori:

Miconi prof. Gastone;
Firmi dott. Vincenzo;
Di Nardi prof. Giuseppe;
Pennacchio avv. Mauro.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 27 aprile 1973

Il Ministro: MALAGODI

(8169)

DECRETO MINISTERIALE 27 aprile 1973.

Nomina dei componenti il collegio sindacale del Consorzio di credito per le opere pubbliche.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 2 settembre 1919, n. 1627, convertito nella legge 14 aprile 1921, n. 488, e successive modificazioni, riguardante la costituzione del Consorzio di credito per le opere pubbliche;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, recante disposizioni per la difesa del risparmio e la disciplina della funzione creditizia, e successive modificazioni ed integrazioni;

Visto l'art. 37 del vigente statuto del Consorzio di credito per le opere pubbliche, ente di diritto pubblico, con sede in Roma, riguardante la composizione e le modalità di nomina del collegio sindacale del consorzio medesimo;

Considerato che sono scaduti dalla carica, per compiuto periodo di nomina, i componenti il collegio sindacale del Consorzio di credito per le opere pubbliche, nominati con propri decreti in data 11 aprile 1969 e 15 ottobre 1971;

Ritenuto che occorre provvedere alla ricostituzione del cennato Organo per il quadriennio 1973-1976;

Decreta:

Sono nominati componenti il collegio sindacale del Consorzio di credito per le opere pubbliche, ente di diritto pubblico, con sede in Roma, per il quadriennio 1973-1976 i signori:

Gianni cav. del lavoro Anacleto, Simoncini dott. Renato, Palumbo dott. Silvano, quali sindaci effettivi;

Storaci dott.ssa Angela Maria e Bielli dott.ssa Bianca, quali sindaci supplenti.

Il sindaco effettivo cav. del lavoro Anacleto Gianni è designato quale presidente del collegio sindacale ed incaricato del riscontro delle obbligazioni consorziali.

In caso di assenza od impedimento del suddetto cavaliere del lavoro Anacleto Gianni è incaricato del riscontro in parola il sindaco effettivo dott. Renato Simoncini.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 27 aprile 1973

Il Ministro: MALAGODI

(8170)

DECRETO MINISTERIALE 30 aprile 1973.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona della villa del centro turistico già Papetti-Piccolomini sita nel comune di Fermo.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Ascoli Piceno, per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 31 ottobre 1969, ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona della villa del centro turistico già Papetti-Piccolomini in località S. Michele;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Fermo;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perché trattasi di punto emergente nel contesto paesaggistico del territorio comunale, coperto da folta vegetazione arborea, con prevalenza di pini e cipressi, costituente un quadro naturale di notevolissimo interesse pubblico godibile dai vari punti di vista e in particolare dalla via provinciale di Capodarco;

Decreta:

La zona della villa del centro turistico già Papetti-Piccolomini, sita nel territorio del comune di Fermo, località S. Michele ha notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497. ed è, quindi, sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente: incrocio tra l'accesso alla villa e la strada vicinale valle Scura prima (già via della Misericordia) — segue detta strada fino all'incrocio con la strada vicinale — valle Scura seconda — segue detta strada fino al fosso vicinale tra i mappali 59 e 103 del foglio n. 19 — segue detto fosso sino all'incrocio con il mappale 51 — confine tra i mappali 51/59, 126/59, 126/140, 126/58, 54/58, 55/58, 54/58 fino all'incrocio con la strada provinciale di Capodarco — segue detta strada da detto incrocio sino all'incrocio con strada vicinale dei Pozzi Piccolomini — detta strada sino all'ingresso della Villa.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Ascoli Piceno.

La soprintendenza ai monumenti di Ancona curerà che il comune di Fermo provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto allo albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data dell'affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 30 aprile 1973

p. *Il Ministro*: VALITUTTI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Ascoli Piceno

L'anno millenovecentosessantanove, il giorno 31 ottobre, convocata dal Presidente gen. Emidio Santanchè, si è riunita in Ascoli Piceno alle ore 10,30 presso la sede della amministrazione provinciale, la commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Ascoli Piceno per deliberare, a norma della legge 29 giugno 1939, n. 1497 e relativo regolamento, sul seguente ordine del giorno:

1) COMUNE DI FERMO — Esame della situazione in relazione al vincolo della località « San Michele ».

(*Omissis*).

Dopo ampia discussione, con esame sopraluogo e sulla scorta di planimetrie catastali, la commissione alla unanimità, a modifica di quanto deliberato nella riunione del 18 aprile 1962, include nell'elenco delle bellezze naturali del comune di Fermo, a norma dell'art. 1 n. 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, le zone delimitate come segue:

(*Omissis*).

Località San Michele: villa del centro turistico già Papetti-Piccolomini.

Confini: incrocio tra l'accesso alla villa e la strada vicinale valle Scura prima (già via della Misericordia), segue detta strada fino all'incrocio con la strada vicinale — valle Scura seconda — segue detta strada fino al fosso vicinale tra i mappali 59 e 103 del foglio n. 19, segue detto fosso sino all'incontro con il mappale 51, confine tra i mappali 51/59, 126/59, 126/140, 126/58, 54/58, 55/58, 54/58 fino all'incrocio con la strada provinciale di Capodarco — segue detta strada da detto incrocio sino all'incrocio con strada vicinale dei Pozzi Piccolomini — detta strada sino all'ingresso della villa.

(8055)

DECRETO MINISTERIALE 30 aprile 1973.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della zona del parco della villa ex Laureati sita nel comune di Fermo.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Ascoli Piceno per la protezione delle bellezze naturali, nella adunanza del 31 ottobre 1969, ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica, compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, la zona comprendente il parco della villa ex Laureati in località S. Michele (Fermo);

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo del comune di Fermo;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè trattasi di collinetta che si erge subito a ridosso della strada statale Adriatica, ricoperta da rigogliosa vegetazione, comprendente alberi di alto fusto con prevalenza di pini, costituente un quadro naturale godibile dalla predetta strada statale;

Decreta:

Il parco della villa ex Laureati, sita nel territorio del comune di Fermo, località S. Michele, ha notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è, quindi, sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente: fronte su strada statale Adriatica; confine tra i mappali 138/296, 195/296, 135/172; fascia parallela al confine tra i mappali 133/142 per una larghezza di metri 35 sul mappale 142; confine tra il mappale 133/178; fascie di terreno della larghezza di metri 15 ciascuna a monte e a valle della stradina poderale corrente attraverso i mappali 178-131 a partire dal mappale 133 sino alla stradina poderale normale alla strada statale Adriatica a confine con i mappali 178-170-293.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del Regolamento 3 giugno 1940, numero 1357 nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Ascoli Piceno.

La soprintendenza ai monumenti di Ancona curerà che il comune di Fermo provveda all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione e che il comune stesso tenga a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data dell'affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 30 aprile 1973

p. *Il Ministro*: VALITUTTI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Ascoli Piceno

L'anno millenovecentosessantanove, il giorno 31 ottobre, convocata dal presidente gen. Emidio Santanchè, si è riunita in Ascoli Piceno alle ore 10,30 presso la sede della amministrazione provinciale, la commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Ascoli Piceno per deliberare, a norma della legge 29 giugno 1939, n. 1497 e relativo regolamento, sul seguente ordine del giorno:

1) COMUNE DI FERMO — Esame della situazione in relazione al vincolo della località « San Michele ».

(*Omissis*).

Dopo ampia discussione, con esame sopraluogo e sullla scorta di planimetrie catastali, la commissione alla unanimità, a modifica di quanto deliberato nella riunione del 18 aprile 1962, include nell'elenco delle bellezze naturali del comune di Fermo, a norma dell'art. 1 n. 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, le zone delimitate come segue:

Località San Michele: villa ex Laureati.

Confini: fronte su strada statale Adriatica; confine tra i mappali 138/296, 195/296, 135/172; fascia parallela al confine tra i mappali 133/142 per una larghezza di metri 35 sul mappale 142; confine tra il mappale 133/178; fascia di terreno della larghezza di metri 15 ciascuna a monte e a valle della stradina poderale corrente attraverso i mappali 178/131, a partire dal mappale 133 sino alla stradina poderale normale alla strada statale Adriatica a confine con i mappali 178/170/293.

(8056)

DECRETO MINISTERIALE 2 maggio 1973.

Dichiarazione di notevole interesse pubblico della località Falerii Novi sita nel territorio dei comuni di Fabbrica di Roma e Civitacastellana.

IL MINISTRO PER LA PUBBLICA ISTRUZIONE

Vista la legge 29 giugno 1939, n. 1497, sulla protezione delle bellezze naturali;

Visto il regolamento approvato con regio decreto 3 giugno 1940, n. 1357, per l'applicazione della legge predetta;

Esaminati gli atti;

Considerato che la commissione provinciale di Viterbo per la protezione delle bellezze naturali, nell'adunanza del 25 gennaio 1971 ha incluso nell'elenco delle località da sottoporre alla tutela paesistica compilato ai sensi dell'art. 2 della legge sopracitata, l'ampliamento del vincolo della località Falerii Novi sita nell'ambito del territorio dei comuni di Fabrica di Roma e Civitacastellana;

Considerato che il verbale della suddetta commissione è stato pubblicato nei modi prescritti dall'art. 2 della precitata legge all'albo dei comuni di Fabrica di Roma e Civitacastellana;

Visto che nessuna opposizione è stata presentata, a termini di legge, avverso la predetta proposta di vincolo;

Considerato che il vincolo comporta, in particolare, l'obbligo da parte del proprietario, possessore o detentore a qualsiasi titolo, dell'immobile ricadente nella località vincolata, di presentare alla competente soprintendenza, per la preventiva approvazione, qualunque progetto di opere che possano modificare l'aspetto esteriore della località stessa;

Riconosciuto che la zona predetta ha notevole interesse pubblico perchè la località Falerii Novi, col circuito delle mura, con i resti delle porte e di numerose torri dell'antica città fortificata, del teatro, del foro e, sull'alto a dominio dell'altura, la monumentale chiesa romanica con le absidi, il tutto formante un complesso di cose immobili che riveste eccezionale interesse estetico e tradizionale;

Considerato che i pittoreschi resti dell'antica città col complesso romanico, posti su un'altura, contornata dal verde del territorio circostante, formano anche un paesaggio di notevole interesse panoramico;

Decreta:

La località Falerii Novi sita nel territorio dei comuni di Fabrica di Roma e Civitacastellana, ha notevole interesse pubblico, ai sensi della legge 29 giugno 1939, n. 1497, ed è quindi sottoposta a tutte le disposizioni contenute nella legge stessa. Tale zona è delimitata nel modo seguente: partendo dal bivio della provinciale Faleria-Vignanellese con l'Arnerina, il limite del vincolo dal bivio verso sud-est l'Arnerina sino al rio Purgatorio o fosso dell'Acqua Forte, indi verso ovest tale fosso sino alla cascina e di qui verso nord la strada comunale di Faleria sino alla provinciale Faleria-Vignanellese.

Il presente decreto sarà pubblicato ai sensi e per gli effetti dell'art. 12 del regolamento 3 giugno 1940, numero 1357, nella *Gazzetta Ufficiale* insieme con il verbale della commissione provinciale per la tutela delle bellezze naturali di Viterbo.

La soprintendenza ai monumenti di Roma curerà che i comuni di Fabrica di Roma e Civitacastellana provvedano all'affissione della *Gazzetta Ufficiale* contenente il presente decreto all'albo comunale entro un mese dalla data della sua pubblicazione, e che i comuni stessi tengano a disposizione degli interessati altra copia della *Gazzetta Ufficiale* con la planimetria della zona vincolata, giusta l'art. 4 della legge precitata.

La soprintendenza comunicherà al Ministero la data dell'affissione della *Gazzetta Ufficiale* stessa.

Roma, addì 2 maggio 1973

p. *Il Ministro*: VALITUTTI

Commissione per la tutela delle bellezze naturali della provincia di Viterbo

Oggi, 25 gennaio 1971, nella sede dell'amministrazione provinciale di Viterbo, si è riunita la commissione provinciale per la protezione delle bellezze naturali, panoramiche e paesistiche per discutere il seguente ordine del giorno:

(*Omissis*).

3) FABRICA DI ROMA E CIVITACASTELLANA — Ampliamento vincolo panoramico della località Falerii Novi.

(*Omissis*).

La commissione provinciale di Viterbo per la protezione delle bellezze naturali, panoramiche e paesistiche, all'unanimità propone di sottoporre a vincolo, a norma dell'art. 1 nn. 3 e 4 della legge 29 giugno 1939, n. 1497, il comprensorio di Falerii Novi nei comuni di Fabrica di Roma e di Civitacastellana, racchiuso entro il seguente perimetro: partendo dal bivio della provinciale Faleria-Vignanellese con l'Arnerina, il limite del vincolo segue verso sud-est l'Arnerina sino al rio Purgatorio o fosso dell'Acqua Forte, indi verso ovest tale fosso sino alla Cascina e di qui verso nord la strada comunale di Faleria sino alla provinciale Faleria-Vignanellese.

(8057)

DECRETO MINISTERIALE 3 maggio 1973.

Revoca alla ditta Sagone & C. dell'autorizzazione a produrre preparati galenici, specialità medicinali chimiche e biologiche nell'officina sita in Palermo.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreti A.C.I.S. in data 23 aprile 1952 e n. 464 in data 23 febbraio 1956 e con il decreto ministeriale n. 2584 in data 17 giugno 1959, la ditta Sagone & C. fu autorizzata a produrre nell'officina farmaceutica sita in Palermo, via Massimo d'Azeglio preparati galenici limitatamente alla sola produzione in fiale e sciroppi, specialità medicinali in compresse e specialità medicinali biologiche purchè registrate;

Vista la lettera del medico provinciale di Palermo n. 14124 in data 17 ottobre 1972 nella quale si dichiara che in occasione degli accertamenti praticati in data 10 dicembre 1971 e 12 ottobre 1972 l'officina farmaceutica è stata trovata chiusa per trasferimento d'impianti;

Considerato che, pertanto, non sussistono i requisiti che giustificano, a suo tempo, l'emissione dell'autorizzazione nella premessa indicata;

Visti gli articoli 144 e 161 del testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1924, n. 1265, modificati rispettivamente dagli articoli 2 e 3 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Visti gli articoli 180 e 182 del predetto testo unico;

Visti i regolamenti in data 18 giugno 1905, n. 407 e 3 marzo 1927, n. 478;

4280 18-6-1973 - GAZZETTA UFFICIALE DELLA REPUBBLICA ITALIANA - N. 155

Decreta:

E' revocata alla ditta Sagone & C. l'autorizzazione a produrre preparati galenici, specialità medicinali chimiche e biologiche nell'officina farmaceutica sita in Palermo, via Massimo d'Azeglio concessa con decreti A.C.I.S. in data 23 aprile 1952 e n. 464 in data 23 febbraio 1956 e con decreto ministeriale n. 2584 in data 17 giugno 1959.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il medico provinciale di Palermo è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 3 maggio 1973

Il Ministro: GASPARI

(8167)

DECRETO MINISTERIALE 3 maggio 1973.

Revoca alla ditta Aristochimica, su rinuncia, per attivazione di officina farmaceutica in altra sede in comune con altra ditta, dell'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche e biologiche, prodotti chimici usati in medicina e preparati galenici, nell'officina farmaceutica sita in Trezzano sul Naviglio.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreto ministeriale n. 3936 in data 3 novembre 1964 la ditta Aristochimica fu autorizzata a produrre nell'officina farmaceutica sita in Trezzano sul Naviglio (Milano) viale Leonardo da Vinci, 146, specialità medicinali chimiche e biologiche purchè registrate, prodotti chimici da usare in medicina e preparati galenici nelle seguenti forme farmaceutiche: fiale, sciroppi, soluzioni in genere, supposte, polveri, compresse e confetti;

Vista la lettera in data 15 dicembre 1972 con la quale la ditta predetta rinuncia all'autorizzazione nella premessa indicata avendo trasferito l'officina in altra sede in comune con altra ditta;

Visti gli articoli 144 e 161 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, modificati rispettivamente dagli articoli 2 e 3 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Visti gli articoli 180 e 182 del predetto testo unico;

Visti i regolamenti in data 18 giugno 1905, n. 407 e 3 marzo 1927, n. 478;

Decreta:

E' revocata, alla ditta Aristochimica, su rinuncia, per attivazione di officina farmaceutica in altra sede, in comune con altra ditta, l'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche e biologiche, prodotti chimici usati in medicina e preparati galenici, nell'officina sita in Trezzano sul Naviglio (Milano) viale Leonardo da Vinci, 146, concessa con decreto ministeriale n. 3936 in data 3 novembre 1964.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il medico provinciale di Milano è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 3 maggio 1973

Il Ministro: GASPARI

(8106)

DECRETO MINISTERIALE 3 maggio 1973.

Revoca alla ditta Panther-Osfa Chemie S.r.l., su rinuncia, per attivazione di officina farmaceutica in comune con altra ditta, dell'autorizzazione a produrre specialità medicinali, chimiche e biologiche, preparati galenici e prodotti chimici usati in medicina (materie prime biologiche) nell'officina farmaceutica sita in Milano.

IL MINISTRO PER LA SANITA'

Premesso che con decreto ministeriale n. 5036 in data 16 giugno 1972 la ditta Panther-Osfa Chemie s.r.l. fu autorizzata a produrre nell'officina farmaceutica sita in Milano, via Doberdò, 16, specialità medicinali chimiche e biologiche purchè registrate, preparati galenici in tutte le forme farmaceutiche e prodotti chimici usati in medicina (materie prime biologiche);

Vista la lettera in data 15 dicembre 1972 con la quale la ditta predetta rinuncia all'autorizzazione nella premessa indicata avendo richiesto di attivare una officina farmaceutica in comune con altra ditta;

Visti gli articoli 144 e 161 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, modificati rispettivamente dagli articoli 2 e 3 della legge 1° maggio 1941, n. 422;

Visti gli articoli 180 e 182 del predetto testo unico;

Visti i regolamenti in data 18 giugno 1905, n. 407 e 3 marzo n. 478;

Decreta:

E' revocata, alla ditta Panther-Osfa Chemie s.r.l., su rinuncia, per attivazione di officina farmaceutica in comune con altra ditta, l'autorizzazione a produrre specialità medicinali chimiche e biologiche, preparati galenici e prodotti chimici usati in medicina (materie prime biologiche), nell'officina sita in Milano, via Doberdò, 16, concessa con decreto ministeriale n. 5036 in data 16 giugno 1972.

Il presente decreto verrà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica.

Il medico provinciale di Milano è incaricato della notificazione e della esecuzione del presente decreto.

Roma, addì 3 maggio 1973

Il Ministro: GASPARI

(8107)

DECRETO MINISTERIALE 14 maggio 1973.

Determinazione di enti di assistenza e di pronto soccorso aventi titolo all'agevolazione fiscale previsto dalla lettera B), punto 4), della tabella B, annessa alla legge 31 dicembre 1962, n. 1852, e successive modificazioni.

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto il decreto-legge 5 maggio 1957, n. 271, convertito, con modificazioni, nella legge 2 luglio 1957, n. 474;

Vista la tabella *B*, lettera *B*) punto 4), annessa alla legge 31 dicembre 1962, n. 1852, e successive modificazioni, la quale ammette ad aliquota ridotta d'imposta di fabbricazione la benzina consumata per l'azionamento delle autoambulanze, destinate al trasporto degli ammalati e dei feriti, di pertinenza dei vari enti di assi-

stenza e di pronto soccorso da determinarsi con decreto del Ministro per le finanze, nei limiti e con le modalità da stabilirsi con lo stesso decreto;

Visto il decreto ministeriale 24 settembre 1964, con il quale sono stati determinati gli enti di assistenza e di pronto soccorso aventi titolo alla predetta agevolazione fiscale e sono state dettate le norme per l'applicazione dell'agevolazione stessa;

Visto il decreto ministeriale 20 marzo 1973, con il quale altri enti di assistenza e di pronto soccorso sono stati ammessi, da ultimo, alla medesima agevolazione;

Decreta:

Articolo unico

Agli enti di assistenza e di pronto soccorso che hanno titolo all'agevolazione fiscale prevista dalla lettera *B*), punto 4), della tabella *B*, annessa alla legge 31 dicembre 1962, n. 1852, e successive modificazioni, relativamente alla benzina consumata per l'azionamento delle autoambulanze, destinate al trasporto degli ammalati e dei feriti di pertinenza degli enti stessi, determinati con i decreti ministeriali citati nelle premesse, sono aggiunti:

288) Associazione di pubblica assistenza « Croce azzurra robbiese » di Robbio Lomellina (Pavia);

289) Comitato « Croce giallo blu » di Cervia (Ravenna);

290) Società di pubblica assistenza di Cecina (Livorno);

291) Opera pia « Massimo Carrai » di Castellina Marittima (Pisa);

292) Associazione di pubblica assistenza « Croce verde Verbania » di Verbania (Novara).

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 14 maggio 1973

Il Ministro: VALSECCHI

(8066)

DECRETO MINISTERIALE 14 maggio 1973.

Sostituzione di un membro della commissione regionale per la manodopera agricola delle Marche.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 2 del decreto-legge 3 febbraio 1970, n. 7 convertito, con modificazioni, nella legge 11 marzo 1970, n. 83, che prevede l'istituzione delle commissioni regionali per la manodopera agricola;

Visto il decreto ministeriale del 15 marzo 1971 con il quale è stata costituita la commissione regionale per la manodopera agricola delle Marche;

Vista la nota n. 994 del 20 febbraio 1973 dell'ufficio regionale del lavoro e della massima occupazione di Ancona con la quale viene chiesta la sostituzione del dott. Alberto Cardinale, vice presidente del suddetto organo collegiale — perchè collocato a riposo — con il dott. Bruno Giostra, vice direttore dell'ufficio regionale del lavoro;

Decreta:

Il dott. Bruno Giostra, vice direttore dell'Ufficio regionale del lavoro di Ancona, è chiamato a far parte della commissione regionale per la manodopera agricola delle Marche con il compito di sostituire il presidente in caso di assenza, in sostituzione del dott. Alberto Cardinale, collocato a riposo.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 14 maggio 1973

Il Ministro: COPPO

(8062)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1973.

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Ferrara.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto l'atto del 21 dicembre 1971, n. 444, con il quale l'amministrazione provinciale di Ferrara ha chiesto la classificazione tra le provinciali della strada di bonifica « Boschetto-Maranghino » dell'estesa di km. 4 + 393.

Visto il voto 16 gennaio 1973, n. 1055/72, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso parere favorevole al riguardo.

Ritenuto, quindi, che la strada di bonifica suddetta può essere classificata provinciale a termini dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, la strada di bonifica di cui alle premesse dell'estesa di km. 4 + 393 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario) è classificata provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 maggio 1973

p. *Il Ministro*: RIGHETTI

(8070)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1973

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Rieti.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto l'atto 16 aprile 1970, n. 148, con il quale l'amministrazione provinciale di Rieti ha deliberato di provincializzare la strada comunale « Casino Ferrara » che inizia dalla strada provinciale « Selci-Cantalupo » in località S. Stefano e termina sulla strada provinciale « Sabina » in località Ponte Stimigliano, dell'estesa di km. 4 + 983;

Visto il voto 16 gennaio 1973, n. 1058, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso al riguardo parere favorevole;

Ritenuto che la suddetta strada può, pertanto, essere classificata provinciale a termini dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, la strada comunale di cui alle premesse dell'estesa di km. 4 + 983 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario) è classificata provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 maggio 1973

p. *Il Ministro*: RIGHETTI

(8166)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1973.

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Avellino.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto l'atto 25 marzo 1963, n. 776, con il quale l'amministrazione provinciale di Avellino ha chiesto la classificazione tra le provinciali della strada comunale « Nusco-S. Pancrazio-Ponteromito » dell'estesa di chilometri 4 + 000 »;

Visto il voto 16 gennaio 1973, n. 1053/72, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso parere favorevole al riguardo;

Ritenuto, quindi, che la strada comunale suddetta può essere classificata provinciale a termini dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, la strada comunale di cui alle premesse dell'estesa di km. 4 + 000 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario) è classificata provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 maggio 1973

p. *Il Ministro*: RIGHETTI

(8071)

DECRETO MINISTERIALE 18 maggio 1973

Classificazione tra le provinciali di una strada in provincia di Sondrio.

IL MINISTRO PER I LAVORI PUBBLICI

Viste le leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014;

Visto l'atto 22 luglio 1972, n. 53/12 con il quale l'amministrazione provinciale di Sondrio ha deliberato di chiedere la classificazione tra le provinciali della strada comunale « Delebio-Piantedo » con inizio da piazza S. Domenica in comune di Delebio e termine all'incrocio con la strada provinciale n. 44 « Piantedo-strada statale n. 38 dello Stelvio » dell'estesa di km. 2 + 750;

Visto il voto 13 febbraio 1973, n. 116, con il quale il Consiglio superiore dei lavori pubblici ha espresso al riguardo parere favorevole;

Ritenuto che la suddetta strada può, pertanto, essere classificata provinciale a termini dell'art. 5 della legge n. 126;

Decreta:

Ai sensi e per gli effetti delle leggi 12 febbraio 1958, n. 126 e 16 settembre 1960, n. 1014, la strada comunale di cui alle premesse di km. 2 + 750 (salvo più precise misurazioni all'atto del trasferimento dall'ente cedente al cessionario) è classificata provinciale.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 maggio 1973

p. *Il Ministro*: RIGHETTI

(8165)

DECRETO MINISTERIALE 22 maggio 1973.

Disposizioni in materia di confezione dei vini a denominazione di origine « controllata » « Moscato d'Asti », « Moscato d'Asti Spumante » o « Moscato d'Asti » e « Asti Spumante » o « Asti », destinati all'esportazione.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 12 luglio 1963, n. 930, recante norme per la tutela delle denominazioni di origine dei mosti e dei vini;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 luglio 1967, con il quale sono state riconosciute le denominazioni di origine « controllata » dei vini « Moscato d'Asti », « Moscato d'Asti spumante » o « Moscato d'Asti » e « Asti spumante » o « Asti » ed approvato il relativo disciplinare di produzione;

Visto, in particolare, l'art. 15 del predetto disciplinare secondo cui il « Moscato d'Asti spumante » o « Moscato d'Asti » e l'« Asti spumante » o « Asti », confezionati con il caratteristico abbigliamento dello spumante, devono essere immessi al commercio nelle tradizionali bottiglie corrispondenti ai tipi contraddistinti con le sigle A SM S SG SP di cui all'art. 29 del decreto del Presidente della Repubblica 12 febbraio 1965, n. 162, con facoltà del Ministro per l'agricoltura e le foreste di consentire, in relazione a particolari esigenze di mercato, la confezione del prodotto in bottiglie di forma e capacità diverse da quelle tradizionali;

Vista la domanda del 27 marzo 1973 con la quale la Federazione italiana industriali produttori esportatori ed importatori di vini (Federvini) chiede, in relazione a particolari esigenze dei mercati esteri, che venga consentita la confezione dei vini « Moscato d'Asti spumante » o « Moscato d'Asti » e « Asti spumante » o « Asti », destinati all'esportazione, anche in bottiglie, nelle forme, previste per tali vini, aventi la capacità di litri 0,750;

Considerato che sussistono particolari esigenze dei mercati esteri per accogliere la domanda avanzata dalla nominata Federazione per conto e nell'interesse della categoria interessata;

Decreta:

Ai sensi dell'art. 15, secondo comma, del disciplinare di produzione approvato con decreto del Presidente della Repubblica 9 luglio 1967 è autorizzata la confezione dei vini a denominazione di origine controllata « Moscato d'Asti spumante » o « Moscato d'Asti » e « Asti spumante » o « Asti » destinati all'esportazione, in bottiglie, nelle forme previste per tali vini, aventi la capacità di litri 0,750.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 22 maggio 1973

Il Ministro: NATALI

(8160)

DECRETO MINISTERIALE 22 maggio 1973.

Prolungamento della corresponsione del trattamento speciale di disoccupazione ai lavoratori licenziati dalle imprese della industria tessile, compreso il comparto maglieria e calzetteria, operanti nel comune di Terni.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visti gli articoli 4 e 8 della legge 8 agosto 1972, n. 464, concernente « Modifiche ed integrazioni alla legge 5 novembre 1968, n. 1115, in materia di integrazione salariale e di trattamento speciale di disoccupazione »;

Visto il decreto interministeriale in data 15 maggio 1971, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 135 del 29 maggio 1971, con il quale è stata dichiarata la sussistenza della condizione di crisi economica generale dell'industria tessile, compreso il comparto maglieria e calzetteria;

Considerato che per i lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale di aziende appartenenti al settore predetto nel comune di Terni risulta corrisposto, a decorrere dal 1° dicembre 1971, per il periodo massimo di 180 giorni il trattamento speciale di disoccupazione previsto dall'art. 8, comma quarto, della legge 5 novembre 1968, n. 1115;

Considerato, altresì, che alla data del 15 gennaio 1973 permaneva la condizione di crisi economica del settore dell'industria tessile;

Vista la proposta in data 25 gennaio 1973 dell'ufficio regionale del lavoro di Perugia, corredata del parere delle organizzazioni sindacali interessate;

Ritenuta l'opportunità di accogliere la proposta di cui sopra;

Decreta:

In favore dei lavoratori licenziati per cessazione di attività o riduzione di personale di aziende dell'industria tessile, compreso il comparto maglieria e calzetteria, operanti in comune di Terni, il trattamento previsto dall'art. 8 della legge 5 novembre 1968, n. 1115, è corrisposto per un ulteriore periodo trimestrale a decorrere dal 15 gennaio 1973.

Roma, addì 22 maggio 1973

Il Ministro: COPPO

(8599)

DECRETO MINISTERIALE 24 maggio 1973.

Fissazione dei termini per le operazioni di intervento dei tabacchi greggi e per la richiesta dei premi di integrazione.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il decreto legge 30 novembre 1970, n. 870, convertito con modificazioni nella legge 27 gennaio 1971, n. 3, concernente l'attuazione del regolamento C.E.E. n. 727/70 del 21 aprile 1970 sulla politica agricola comune per il tabacco greggio e l'integrazione delle disposizioni di cui alla legge 13 maggio 1966, n. 303;

Visti i regolamenti C.E.E. n. 1467/70 del Consiglio del 20 luglio 1970, e n. 1727/70 della commissione del 25 agosto 1970 che fissano le norme e le modalità di intervento nel settore del tabacco;

Visto il regolamento C.E.E. n. 1726/70 della commissione del 25 agosto 1970 che fissa le modalità relative alla concessione del premio per il tabacco in foglia;

Visto il precedente decreto ministeriale 6 maggio 1971 concernente, fra l'altro, la procedura per la concessione dell'anticipo del premio;

Visto il regolamento C.E.E. n. 2602/71 della commissione del 6 dicembre 1971 relativo alle comunicazioni dei dati necessari per l'applicazione del Regolamento C.E.E. n. 727/70;

Viste le proposte formulate dal comitato tecnico dell'A.I.M.A. per il tabacco nell'adunanza del 14 aprile 1973;

Decreta:

Art. 1.

La presentazione all'A.I.M.A. - Sezione specializzata per il tabacco delle offerte di vendita all'Intervento di tabacco greggio in foglia deve essere effettuata entro il termine del 31 marzo dell'anno civile successivo all'anno di produzione del tabacco offerto.

Per il solo tabacco di produzione 1972 il termine è fissato al 30 giugno 1973.

Art. 2.

Per le offerte di vendita di tabacco greggio in colli il termine di presentazione è fissato al 31 dicembre del secondo anno civile successivo all'anno di produzione del tabacco offerto.

Art. 3.

Il termine per la presentazione all'A.I.M.A. - Sezione specializzata per il tabacco, della richiesta dei premi di cui agli articoli 3 e 4 del regolamento C.E.E. n. 727/70 del Consiglio del 21 aprile 1970 è fissato al 31 dicembre del secondo anno successivo all'anno di produzione del tabacco oggetto della richiesta.

Per il tabacco di produzione 1970 il termine è fissato al 31 dicembre 1973.

Art. 4.

Qualora il diritto al premio non venga esercitato entro il termine di cui al precedente articolo, gli anticipi riscossi ai sensi dell'art. 2 del decreto ministeriale 6 maggio 1971, dovranno essere restituiti all'A.I.M.A. - Sezione specializzata per il tabacco.

Roma, addì 24 maggio 1973

Il Ministro: NATALI

(8161)

DECRETO MINISTERIALE 24 maggio 1973.

Nomina del rappresentante della regione Lombardia nel comitato regionale d'informazione contabile agricola della circoscrizione Lombardia.

IL MINISTRO PER L'AGRICOLTURA E LE FORESTE

Visto il regolamento adottato il 15 giugno 1965 dal Consiglio dei Ministri della Comunità economica europea n. 79/65, relativo alla istituzione di una rete d'informazione contabile agricola sui redditi e sull'economia delle aziende agricole della Comunità economica europea;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1965, n. 1708, con cui è stato istituito per ciascuna delle dodici circoscrizioni previste per l'Italia dell'allegato *A* del suddetto regolamento della C.E.E. un comitato regionale d'informazione contabile agricola;

Visto il decreto ministeriale 7 aprile 1967, con cui è stato provveduto alla composizione del comitato regionale d'informazione contabile agricola della circoscrizione Lombardia;

Vista la designazione del rappresentante della regione Lombardia, comunicata ai sensi dell'art. 1, comma primo, del menzionato decreto del Presidente della Repubblica 30 dicembre 1965, n. 1708;

Decreta:

Il dott. Guido Maggi è nominato componente del comitato regionale d'informazione contabile agricola della circoscrizione Lombardia, in rappresentanza della regione Lombardia;

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 24 maggio 1973

Il Ministro: NATALI

(8220)

DECRETO MINISTERIALE 25 maggio 1973.

Approvazione del programma degli esami del concorso a posti di pianista accompagnatore nell'Accademia nazionale di danza.

IL MINISTRO PER LAPUBBLICA ISTRUZIONE

Visto l'art. 12 della legge 11 ottobre 1960, n. 1178;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 9 maggio 1961, n. 1696;

Visto il parere favorevole della V sezione del Consiglio superiore delle antichità e belle arti;

Decreta:

Art. 1.

E' approvato il seguente programma per le prove degli esami di concorso a posti di pianista accompagnatore nell'Accademia nazionale di danza:

a) esecuzione di un preludio e fuga scelta dal candidato fra i 48 del clavicembalo ben temperato di G.S. Bach.

Esecuzione di uno studio di Chopin scelto fra i seguenti:

Op. 10 n. 4; Op. 10 n. 5; Op. 10 n. 12; Op. 25 n. 1; Op. 25 n. 12.

b) esecuzione di due o più composizioni importanti scelte dal candidato fra quelle della letteratura pianistica, di cui almeno una della scuola viennese (Schoenberg, Berg, Webern) fino ad oggi, della durata complessiva non inferiore a venti minuti.

c) lettura a prima vista di un brano di media difficoltà.

d) improvvisazione su un tema dato dalla commissione.

e) prova pratica di accompagnamento di una breve lezione di danza.

Art. 2.

Per l'ammissione al concorso per posti di accompagnatore al pianoforte nell'Accademia nazionale di danza è richiesto il diploma di pianoforte conseguito presso un conservatorio di musica di Stato oppure presso un istituto musicale pareggiato.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 25 maggio 1973

Il Ministro: SCALFARO

(8162)

DECRETO MINISTERIALE 26 maggio 1973.

Nomina di un revisore effettivo e di un revisore supplente della Cassa per il Mezzogiorno.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Vista la legge 10 agosto 1950, n. 646, concernente la istituzione della Cassa per opere straordinarie di pubblico interesse nell'Italia meridionale (Cassa per il Mezzogiorno);

Visto il testo unico delle leggi sul mezzogiorno approvato con decreto del Presidente della Repubblica 30 giugno 1967, n. 1523;

Visto l'art. 13 del citato testo unico, relativo alla composizione e alle modalità di nomina del collegio dei revisori della Cassa per il Mezzogiorno;

Considerato che occorre provvedere al rinnovo dei componenti il citato organo di nomina ministeriale;

Ritenuta la necessità di procedere, per intanto, alla nomina di un revisore effettivo e di un revisore supplente, con riserva di nominare successivamente gli altri;

Decreta:

Il dott. Orazio Cannizzaro, è nominato revisore effettivo della Cassa per il Mezzogiorno, per il biennio decorrente dalla data del presente decreto.

Il dott. Gabriele Di Martino è nominato revisore supplente della Cassa medesima, per il biennio 1° luglio 1973-30 giugno 1975.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 26 maggio 1973

Il Ministro: MALAGODI

(8365)

DECRETO MINISTERIALE 7 giugno 1973.

Nomina del vice presidente della Cassa di risparmio di Parma.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il regio decreto-legge 24 febbraio 1938, n. 204, convertito nella legge 3 giugno 1938, n. 778;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 17 luglio 1947, n. 691;

Visto lo statuto della Cassa di risparmio di Parma, con sede in Parma, approvato con decreto ministeriale del 28 dicembre 1968, modificato con decreti ministeriali del 17 giugno 1971 e del 20 maggio 1972;

Visto il decreto ministeriale dell'11 ottobre 1965 con il quale il sig. Bruno Salsi venne nominato vice presidente della predetta Cassa;

Considerato che il menzionato nominativo è scaduto di carica per compiuto periodo statutario;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il sig. Bruno Salsi è confermato vice presidente della Cassa di risparmio di Parma, con sede in Parma, con decorrenza dalla data del presente decreto e per la durata prevista dalle norme statutarie.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 7 giugno 1973

Il Ministro: MALAGODI

(8698)

DECRETO MINISTERIALE 18 giugno 1973.

Variazione della misura dell'interesse sulle anticipazioni a scadenza fissa.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti gli articoli 29 e 30 del testo unico delle leggi sugli istituti di emissione e sulla circolazione dei biglietti di banca, approvato con regio decreto 28 aprile 1910, n. 204;

Visto il decreto ministeriale 22 marzo 1969, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 75 del 24 marzo 1969;

Visto il decreto ministeriale 7 aprile 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 93 dell'8 aprile 1972;

Visto il decreto ministeriale 4 dicembre 1972, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 314 del 4 dicembre 1972;

Sentita la Banca d'Italia;

Determina:

Ferma la misura dell'interesse sulle anticipazioni in conto corrente e a scadenza fissa (8, 15 e 22 giorni) presso la Banca d'Italia, a partire dalla data del 19 giugno 1973 le maggiorazioni previste dal decreto ministeriale 22 marzo 1969 verranno applicate fino ad un massimo del 3 per cento. Pertanto l'interesse sulle anticipazioni a scadenza fissa sarà maggiorato dell'1,00 per cento nei confronti dell'azienda di credito che richieda una anticipazione del genere per la seconda volta entro sei mesi dalla data di accensione della prima operazione; quando la richieda per la terza volta la maggiorazione sarà del 2 per cento e per la quarta volta e successive sarà del 3 per cento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana.

Roma, addì 18 giugno 1973

Il Ministro: MALAGODI

(8812)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Proroga della gestione commissariale della società cooperativa «Consorzio provinciale produttori latte di Verona», con sede in Verona.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 22 maggio 1973, la gestione commissariale della società cooperativa «Consorzio provinciale produttori latte di Verona», con sede in Verona, è stata prorogata fino al 31 agosto 1973.

(8454)

Proroga della gestione commissariale della società cooperativa edilizia «Roccasicura Terza», con sede in Roma

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 22 maggio 1973, la gestione commissariale della società cooperativa edilizia «Roccasicura Terza», con sede in Roma, è stata prorogata fino al 31 luglio 1973.

(8455)

Proroga della gestione commissariale della società cooperativa edilizia «Giano», con sede in Roma

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale, in data 14 maggio 1973, la gestione commissariale della società cooperativa edilizia «Giano», con sede in Roma, è stata prorogata fino al 31 ottobre 1973.

(8456)

MINISTERO DELL'INTERNO

Autorizzazione alla provincia di Modena ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1971

Con decreto ministeriale in data 9 giugno 1973, la provincia di Modena viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 279.865.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1971 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(8634)

Autorizzazione alla provincia di Ravenna ad assumere un mutuo suppletivo per l'integrazione del bilancio 1971

Con decreto ministeriale in data 9 giugno 1973 la provincia di Ravenna viene autorizzata ad assumere un mutuo suppletivo di L. 1.046.000.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1971 e l'isituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo suppletivo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(8635)

Autorizzazione al comune di Acquaviva Collecroce ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972

Con decreto ministeriale in data 8 giugno 1973, il comune di Acquaviva Collecroce (Campobasso) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 31.038.330, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(8636)

Autorizzazione al comune di Bersone ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972

Con decreto ministeriale in data 9 giugno 1973, il comune di Bersone (Trento) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 2.500.000, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, numero 51.

(8637)

Autorizzazione al comune di Bosco Chiesanuova ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972

Con decreto ministeriale in data 9 giugno 1973, il comune di Bosco Chiesanuova (Verona) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 62.006.925, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(8638)

Autorizzazione al comune di Castel di Lama ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972

Con decreto ministeriale in data 9 giugno 1973, il comune di Castel di Lama (Ascoli Piceno) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 55.376.295, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, n. 51.

(8639)

Autorizzazione al comune di Castelforte ad assumere un mutuo per l'integrazione del bilancio 1972

Con decreto ministeriale in data 9 giugno 1973, il comune di Castelforte (Latina) viene autorizzato ad assumere un mutuo di L. 3.898.540, per la copertura del disavanzo economico del bilancio 1972 e l'istituto mutuante ad effettuare la somministrazione dei due terzi dell'importo del mutuo stesso, ai sensi dell'art. 1 del decreto legislativo luogotenenziale 11 gennaio 1945, numero 51.

(8640)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 112

Corso dei cambi del 14 giugno 1973 presso le sottoindicate borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
Dollaro USA	630 —	630 —	607,80	630 —	610,50	627 —	624 —	630 —	630 —	630 —
Dollaro canadese	630,20	630,20	607,50	630,20	610,50	628,05	626 —	630,20	630,20	630,20
Franco svizzero	204,10	204,10	197,80	204,10	197,75	205,78	207,50	204,10	204,10	204,10
Corona danese	107,10	107,10	103,60	107,10	103,40	107,50	108 —	107,10	107,10	107,10
Corona norvegese	113,50	113,50	109,80	113,50	109,50	113,10	112,50	113,50	113,50	113,50
Corona svedese	148 —	148 —	142,80	148 —	143 —	148,73	149,50	148 —	148 —	148 —
Fiorino olandese	227,15	227,15	220,25	227,15	220,50	228,05	229 —	227,15	227,15	227,15
Franco belga	16,60	16,60	16,10	16,60	16 —	16,76	17 —	16,60	16,60	16,60
Franco francese	146,10	146,10	141,35	146,10	141,50	149,50	153 —	146,10	146,10	146,10
Lira sterlina	1622 —	1622 —	1570,75	1622 —	1568 —	1621 —	1620 —	1622 —	1622 —	1622 —
Marco germanico	240,70	240,70	233,70	240,70	232,75	243,31	246 —	240,70	240,70	240,70
Scellino austriaco	32,63	32,63	31,80	32,63	31,65	32,80	33 —	32,63	32,63	32,63
Escudo portoghese	26,60	26,60	26 —	26,60	25,30	26,60	26,70	26,60	26,60	26,60
Peseta spagnola	10,85	10,85	10,75	10,85	10,78	10,84	10,85	10,85	10,85	10,85
Yen giapponese	2,37	2,37	2,33	2,37	2,30	2,25	2,40	2,37	2,37	2,37

Media dei titoli del 14 giugno 1973

Titolo	Valore
Rendita 5% 1935	101,975
Redimibile 3,50% 1934	100,625
» 3,50% (Ricostruzione)	88,525
» 5% (Ricostruzione)	99,20
» 5% (Riforma fondiaria)	95,525
» 5% (Città di Trieste)	96,75
» 5% (Beni esteri)	93,975
» 5,50% (Edilizia scolastica) 1967-82	94,30
» 5,50% » » 1968-83	95,25
» 5,50% » » 1969-84	95,925
» 6% » » 1970-85	98,475
» 6% » » 1971-86	98,70
» 6% » » 1972-87	98,725

Titolo	Valore
Certificati di credito del Tesoro 5% 1976	100,30
» » » 5,50% 1976	100,075
» » » 5% 1977	99,925
» » » 5,50% 1977	100,45
» » » 5,50% 1978	99,90
» » » 5,50% 1979	99,95
Buoni del Tesoro 5% (scadenza 1° aprile 1974)	98,825
» 5% (» 1° aprile 1975)	97,40
» 5% (» 1°-10-1975) II emiss.	96,975
» 5% (» 1° gennaio 1977)	95,50
» 5% (» 1° aprile 1978)	95,20
» 5,50% (scad. 1° gennaio 1979)	99,90
» 5,50% (» 1° gennaio 1980)	99,90

Il contabile del portafoglio dello Stato: TARANTO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 14 giugno 1973

Valuta	Cambio
Dollaro USA	627 —
Dollaro canadese	628,10
Franco svizzero	205,80
Corona danese	107,55
Corona norvegese	113 —
Corona svedese	148,75
Fiorino olandese	228,075
Franco belga	16,18
Franco francese	149,55
Lira sterlina	1621 —
Marco germanico	243,35
Scellino austriaco	32,815
Escudo portoghese	26,65
Peseta spagnola	10,85
Yen giapponese	2,385

MINISTERO DELLE FINANZE

Prelievi applicabili dal 1° marzo 1973 al 31 marzo 1973 all'importazione da Paesi terzi dei prodotti di cui all'art. 1, lettere a), b), c), d), e), f) e g), del regolamento comunitario n. 804/68 (settore latte e prodotti lattiero-caseari), a norma dei regolamenti (CEE) n. 566/73 e n. 717/73.

(in lire italiane per quintale netto, salvo diversa indicazione)

Numero della tariffa	Codice statistico	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dall'1-3-1973 al 15-3-1973	Dal 16-3-1973 al 31-3-1973
04.01		Latte e crema di latte, freschi, non concentrati nè zuccherati:		
		A. aventi tenore, in peso, di materie grasse inferiore o uguale a 6 %:		
		I. iogurt, kephir, latte cagliato, siero di latte, latticello (o latte battuto) e altri tipi di latte fermentati o acidificati:		
	04.01-111	a. in imballaggi immediati di contenuto netto inferiore o uguale a due litri	8.562,50	8.656,25
	04.01-115	b altri	7.312,50	7.406,25
		II. altri:		
		a. in imballaggi immediati di contenuto netto inferiore o uguale a due litri e aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
		1. inferiore o uguale a 4 %:		
	04.01-210	aa. latte scremato	7.312,50	7.406,25
	04.01-251	bb. altri	7.312,50	7.406,25
	04.01-255	2. superiore a 4 %	9.343,75	9.487,50
		b. non nominati, aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
		1. inferiore o uguale a 4 %:		
	04.01-310	aa. latte scremato	6.687,50	6.781,25
	04.01-351	bb. altri	6.687,50	6.781,25
	04.01-355	2. superiore a 4 %	8.718,75	8.862,50
		B. altri, aventi tenore, in peso, di materie grasse (*a*):		
	04.01-801	I. superiore a 6 % e inferiore o uguale a 21 %	22.181,25	22.718,75
	04.01-803	II. superiore a 21 % e inferiore o uguale a 45 %	46.925,00	48.062,50
	04.01-805	III. superiore a 45 %	72.518,75	74.275,00
04.02		Latte e crema di latte, conservati, concentrati o zuccherati (*a*) (*b*):		
		A. senza aggiunta di zuccheri:		
	04.02-110	I. Siero di latte	3.593,75	3.312,50
		II. Latte e crema di latte, in polvere o granulati:		
		a. in imballaggi immediati di contenuto netto inferiore o uguale a 2,5 kg ed aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
	04.02-210	1. inferiore o uguale a 1,5 %	19.718,75	19.718,75
	04.02-230	2. superiore a 1,5 % ed inferiore o uguale a 27 % . . .	42.937,50	42.937,50
	04.02-271	3. superiore a 27 % ed inferiore o uguale a 29 % . . .	44.187,50	44.187,50
	04.02-275	4. superiore a 29 %	52.781,25	52.781,25
		b. altri, aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
	04.02-310	1. inferiore o uguale a 1,5 %	15.968,75	15.968,75
	04.02-330	2. superiore a 1,5 % ed inferiore o uguale a 27 % . . .	39.187,50	39.187,50
	04.02-371	3. superiore a 27 % ed inferiore o uguale a 29 % . . .	40.437,50	40.437,50
	04.02-375	4. superiore a 29 %	49.031,25	49.031,25
		III. Latte e crema di latte, diversi da quelli in polvere o granulati:		
		a. in scatole metalliche ermeticamente chiuse, di contenuto netto di 454 g o meno, o in recipienti di vetro contenenti 0,5 litri o meno, ed aventi tenore, in peso, di materie grasse inferiore o uguale a 11 %:		
	04.02-410	1. aventi tenore in peso, di materie grasse inferiore o uguale a 8,9 %	9.668,75	9.668,75
	04.02-430	2. altri	13.050,00	13.050,00
		b. altri, aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
	04.02-471	1. inferiore o uguale a 45 %	46.925,00	48.062,50
	04.02-475	2. superiore a 45 %	72.518,75	74.275,00

Numero della tariffa	Codice statistico	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dall'1-3-1973 al 15-3-1973	Dal 16-3-1973 al 31-3-1973
04.02 (*segue*)		B. con aggiunta di zuccheri:		
		I. Latte e crema di latte, in polvere o granulati:		
		a. latte speciale, detto « per l'alimentazione dei bambini lattanti » (*c*), in scatole metalliche ermeticamente chiuse, di contenuto netto di 500 g o meno ed avente tenore, in peso, di materie grasse (*d*):		
	04.02-501	1. superiore a 10 % ed inferiore o uguale a 11 % . . .	18.125,00	18.125,00
	04.02-503	2. superiore a 14,5 % ed inferiore o uguale a 15,5 % . .	20.625,00	20.625,00
	04.02-505	3. superiore a 17 % ed inferiore o uguale a 18 % . . .	22.500,00	22.500,00
	04.02-507	4. superiore a 23 % ed inferiore o uguale a 24 % . . .	23.750,00	23.750,00
		b. altri (*e*):		
		1. in imballaggi immediati di contenuto netto inferiore o uguale a 2,5 kg ed aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
	04.02-610	aa. inferiore o uguale a 1,5 %	159,69 per kg (*f*)	159,69 per kg (*f*)
	04.02-651	bb. superiore a 1,5 % ed inferiore o uguale a 27 % . .	391,88 per kg (*f*)	391,88 per kg (*f*)
	04.02-655	cc. superiore a 27 %	490,31 per kg (*f*)	490,31 per kg (*f*)
		2. non nominati, aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
	04.02-710	aa. inferiore o uguale a 1,5 %	159,69 per kg (*g*)	159,69 per kg (*g*)
	04.02-751	bb. superiore a 1,5 % ed inferiore o uguale a 27 % . .	391,88 per kg (*g*)	391,88 per kg (*g*)
	04.02-755	cc. superiore a 27 %	490,31 per kg (*g*)	490,31 per kg (*g*)
		II. Latte e crema di latte, diversi da quelli in polvere o granulati:		
	04.02-800	a. in scatole metalliche ermeticamente chiuse, di contenuto netto di 454 g o meno ed aventi tenore, in peso, di materie grasse inferiore o uguale a 9,5 %	18.175,00	18.175,00
		b. altri, aventi tenore, in peso, di materie grasse (*e*):		
	04.02-901	1. inferiore o uguale a 45 %	469,25 per kg (*g*)	480,63 per kg (*g*)
	04.02-905	2. superiore a 45 %	725,19 per kg (*g*)	742,75 per kg (*g*)
04.03		Burro (*a*):		
	04.03-100	A. avente tenore, in peso, di materie grasse inferiore o uguale a 85 %	85.318,75	87.381,25
	04.03-900	B. altro	104.087,50	106.606,25
04.04		Formaggi e latticini (*a*):		
		A. Emmental, Gruyére, Sbrinz, Bergkäse ed Appenzell, diversi da quelli grattugiati o in polvere:		
		I. aventi un tenore minimo di materie grasse di 45 %, in peso, della sostanza secca, di una maturazione di almeno 3 mesi (*h*):		
		a. in forme standard (*i*) e di un valore franco frontiera (*l*), per 100 kg di peso netto:		
	04.04-111	1. uguale o superiore a 142,58 u.c. ed inferiore a 162,58 u.c.	9.375,00	9.375,00
	04.04-113	2. uguale o superiore a 162,58 u.c.	49.356,25 (*m*)	49.356,25 (*m*)
		b. in pezzi condizionati sotto vuoto o gas inerte:		
		1. con la crosta almeno da un lato, di peso netto:		
	04.04-115	aa. uguale o superiore a 1 kg e inferiore a 5 kg e di un valore franco frontiera (*l*) uguale o superiore a 162,58 u.c. e inferiore a 190,58 u.c. per 100 kg di peso netto	9.375,00	9.375,00
	04.04-117	bb. uguale o superiore a 450 g e di un valore franco frontiera (*l*) uguale o superiore a 190,58 u.c. per 100 kg di peso netto	49.356,25 (*m*)	49.356,25 (*m*)
	04.04-119	2. altri, di peso netto uguale o superiore a 75 g ed inferiore o uguale a 250 g (*n*) e di un valore franco frontiera (*l*) uguale o superiore a 210,58 u.c. per 100 kg di peso netto	49.356,25 (*m*)	49.356,25 (*m*)
	04.04-190	II. altri	49.356,25	49.356,25
	04.04-200	B. formaggi di Glaris alle erbe (detto Schabziger) fabbricati con latte scremato e con aggiunta di erbe finemente tritate (*o*)	59.231,25 (*p*)	59.231,25 (*p*)
		C. formaggi a pasta erborinata, diversi da quelli grattugiati o in polvere:		
	04.04-301	I. Gorgonzola	25.593,75	25.593,75
	04.04-305	II. altri	25.593,75	25.593,75

Numero della tariffa	Codice statistico	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dall'1-3-1973 al 15-3-1973	Dal 16-3-1973 al 31-3-1973
04.04 (segue)		D. formaggi fusi, diversi da quelli grattugiati o in polvere:		
		I. nella cui fabbricazione non sono stati impiegati altri formaggi che l'Emmental, il Gruyére e l'Appenzell ed, eventualmente, a titolo aggiuntivo, il Glaris alle erbe (detto Schabziger), condizionati (in scatole o in fette) per la vendita al minuto (*q*), di un valore franco frontiera (*l*) uguale o superiore a 140 u.c per 100 kg di peso netto ed aventi un tenore di materie grasse, in peso, della sostanza secca (*r*):		
	04.04-401	a. inferiore o uguale a 48 % per il totale delle porzioni o delle fette	18.750,00	18.750,00
	04.04-402	b. inferiore o uguale a 48 % per i cinque sesti del totale delle porzioni o delle fette e non superiore a 56 % **per il sesto** restante	19.375,00	19.375,00
	04.04-403	c. superiore a 48 % ed inferiore o uguale a 56 % per il totale delle porzioni o delle fette	21.875,00	21.875,00
		II. altri, aventi tenore, in peso, di materie grasse:		
		a. inferiore o uguale a 36 % e aventi tenore di materie grasse, in peso, della sostanza secca:		
	04.04-404	1. inferiore o uguale a 48 % . . .	43.462,50	43.562,50
	04.04-405	2. superiore a 48 % . .	51.431,25	51.925,00
	04.04-407	b superiore a 36 % . .	101.431,25	101.925,00
		E. altri:		
		I. diversi da quelli grattugiati o in polvere, aventi tenore, in peso, di materie grasse inferiore o uguale a 40 %, ed aventi tenore di acqua, in peso, della materia non grassa:		
		a. inferiore o uguale a 47 %:		
	04.04-511	1. Grana (in particolare, Parmigiano Reggiano, Grana Padano)	59.231,25	59.231,25
	04.04-513	2. Pecorino	59.231,25	59.231,25
	04.04-515	3. altri	59.231,25	59.231,25
		b. superiore a 47 % ed inferiore o uguale a 72 %:		
	04.04-600	1. Cheddar, Chester	44.406,25	46,406,25
		2. *Tilsit, avente tenore, in peso, di materie* grasse, nella materia secca (*s*):		
	04.04-731	aa. inferiore o uguale a 48 % . .	41.181,25 (*t*)	41.181,25 (*t*)
	04.04-735	bb. superiore a 48 %	41.181,25 (*u*)	41.181,25 (*u*)
	04.04-751	3. Kashkaval (*s*)	41.181,25 (*v*)	41.181,25 (*v*)
	04.04-755	4. formaggi di pecora o di bufala, in recipienti contenenti salamoia o in otri di pelli di pecora o di capra (*s*)	41.181,25 (*v*)	41.181,25 (*v*)
		5. altri:		
	04.04-770	aa. formaggi e ricotta, freschi . . .	41.181,25	41.181,25
	04.04-780	bb. non nominati	41.181,25	41.181,25
		c. superiore a 72 %:		
	04.04-820	1. presentati in imballaggi immediati di contenuto netto inferiore o uguale a 500 g	30.887,50	30.887,50
	04.04-860	2. altri	91,181,25	91,181,25
		II. non nominati:		
		a. grattugiati o in polvere:		
	04.04-911	1. Grana (in particolare, Parmigiano Reggiano, Grana Padano)	59.231,25	59.231,25
	04.04-913	2. Pecorino	59.231,25	59.231,25
	04.04-915	3. altri	59.231,25	59.231,25
		b. altri:		
	04.04-950	1. formaggi e ricotta, freschi	91.181,25	91.181,25
	04.04-970	2. non nominati	91.181,25	91.181,25
17.02		Altri zuccheri; sciroppi; succedanei del miele, anche misti con miele naturale; zuccheri e melassi, caramellati (*a*):		
		A. lattosio e sciroppo di lattosio:		
	17.02-110	I. contenenti, in peso, allo stato secco, 99 % o più di prodotto puro	10.212,50	10.212,50
	17.02-190	II. altri	10.212,50	10.212,50
17.05		Zuccheri, sciroppi e melassi, aromatizzati o coloriti (compreso lo zucchero *vanigliato, alla vaniglia o alla vaniglina*), esclusi i succhi di frutta addizionati di zuccheri in qualsiasi proporzione (*a*):		
		A. lattosio e sciroppo di lattosio:		
	17.05-201	I. lattosio	10.212,50	10.212,50
	17.05-205	II. sciroppo di lattosio	10.212,50	10.212,50

Numero della tariffa	Codice statistico	DENOMINAZIONE DELLE MERCI	Dall'1-3-1973 al 15-3-1973	Dal 16-3-1973 al 31-3-1973
23.07		Preparazioni foraggere melassate o zuccherate; altre preparazioni del genere di quelle utilizzate nell'alimentazione degli animali:		
		B. altre, contenenti, isolatamente o assieme, anche mescolati con altri prodotti, amido o fecola, glucosio o sciroppo di glucosio delle voci 17.02-B e 17.05-B, e prodotti lattiero-caseari:		
		I. contenenti amido o fecola o glucosio o sciroppo di glucosio:		
		a. non contenenti amido o fecola o aventi tenore, in peso, di tali materie inferiore o uguale a 10 %:		
	23.07-302	3. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 50 % e inferiore a 75 %	13.225,00	13.225,00
	23.07-303	4. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 75 %	16.900,00	16.900,00
		b. aventi tenore, in peso, di amido o di fecola superiore a 10 % e inferiore o uguale a 30 %:		
	23.07-306	3. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 50 %	15.993,75	15.993,75
		c. aventi tenore, in peso, di amido o di fecola superiore a 30 %:		
	23.07-309	3. aventi tenore, in peso, di prodotti lattiero-caseari uguale o superiore a 50 %	13.593,75	13.593,75
	23.07-500	II. non contenenti nè amido, nè fecola, nè glucosio o sciroppo di glucosio e contenenti prodotti lattiero-caseari	16.900,00	16.900,00

(*a*) Il prelievo applicabile ai miscugli che rientrano nel capitolo 4 della tariffa doganale, composti da prodotti di cui alle voci 04.01-B, 04.02, 01.03, 04.04, 17.02-A, 17.05-A è quello applicabile al componente soggetto al prelievo più elevato e che, nello stesso tempo, rappresenta almeno il 10 % in peso del miscuglio. Qualora non sia possibile provvedere in tal modo alla fissazione del prelievo, il prelievo applicabile ai miscugli di che trattasi è quello che risulta dalla classificazione tariffaria degli stessi.

(*b*) In conformità alle note esplicative della tariffa dei dazi doganali d'importazione, l'aggiunta di sostanze diverse dagli zuccheri, nell'ambito della voce 04.02, è consentita soltanto qualora trattisi di aggiunta in deboli quantità che non modifichino il carattere tariffario dei prodotti. Una aggiunta al latte in polvere di amido destinato particolarmente a mantenere il latte ricostituito nel suo stato fisico normale e che non superi il 10 % in peso, è da considerarsi come debole.

(*c*) Per l'applicazione di questa sottovoce, per latte speciale detto « per l'alimentazione dei bambini lattanti », si intendono i prodotti esenti da germi patogeni e tossinogeni e che contengono meno di 10.000 batteri aerobi aventi la possibilità di riprendere la loro attività biologica e meno di 2 batteri coliformi per grammo.

(*d*) L'ammissione in questa sottovoce è subordinata alla presentazione di uno speciale certificato. In mancanza di tale certificato si applica il trattamento previsto dalla voce 04.02-B-I-b.

(*e*) Per il calcolo del tenore in materie grasse il peso dello zucchero aggiunto non deve essere preso in considerazione.

(*f*) Il prelievo per 100 chilogrammi di prodotto di questa sottovoce è uguale alla somma degli elementi seguenti:
A. - L'importo per chilogrammo indicato, moltiplicato per il peso del latte o della crema di latte contenuto in 100 kg di prodotto;
B. - Lire 3.750,00 (tremilasettecentocinquanta e zero centesimi);
C. - Lire 1.731,25 (millesettecentotrentuno e 25 centesimi).

(*g*) Il prelievo per 100 kg di prodotto di questa sottovoce è uguale alla somma degli elementi seguenti:
A. - L'importo per chilogrammo indicato, moltiplicato per il peso del latte o della crema di latte contenuto in 100 kg di prodotto;
B. - Lire 1.731,25 (millesettecentotrentuno e 25 centesimi).

(*h*) L'ammissione in questa sottovoce è subordinata alla presentazione di uno speciale certificato. In mancanza di tale certificato si applica il trattamento previsto dalla voce 04.04-A-II.

(*i*) Sono considerate come forme standard quelle rotonde aventi i seguenti pesi netti:

Emmental	da 60 kg a 130 kg inclusi;
Gruyére e Sbrinz	da 20 kg a 45 kg inclusi;
Bergkäse	da 20 kg a 60 kg inclusi;
Appenzell	da 6 kg a 8 kg inclusi.

(*l*) E' considerato come valore franco frontiera il prezzo franco frontiera del paese esportatore o il prezzo fob del paese esportatore; tali prezzi vanno aumentati di un importo forfettario da determinare, pari alle spese di consegna fino al territorio doganale della Comunità. Tale importo forfettario, per le importazioni dalla Finlandia, è stato determinato in u c. 2,75 (pari a lire 1.718,75) per 100 kg di peso netto.

(*m*) Il prelievo è limitato a 7,50 u.c. (pari a lire 4.687,50) per 100 kg di peso netto.

(*n*) Sono ammessi in questa sottovoce soltanto i prodotti sul cui imballaggio figurino almeno le indicazioni seguenti:
— la denominazione del formaggio;
— il tenore di materie grasse, in peso, della sostanza secca;
— l'imballatore responsabile;
— il paese d'origine del formaggio.

(*o*) L'ammissione in questa sottovoce è subordinata alla presentazione di uno speciale certificato. In mancanza di tale certificato si applica il trattamento previsto per i prodotti della voce 04.04-E.

(*p*) Il prelievo per 100 kg di peso netto è limitato al 6 % del valore in dogana.

(*q*) Per l'applicazione di questa sottovoce, per formaggi « condizionati (in scatole o in fette) per la vendita al minuto », si intendono quelli della specie presentati in porzioni singole o in fette e condizionati esclusivamente in una delle tre forme seguenti:
1. in scatole (ivi compresi gli imballaggi speciali di materia plastica artificiale dotati di alveoli per ogni porzione):
— contenenti almeno 3 o al massimo 12 porzioni singole e non superiori al peso netto complessivo di 250 g;
oppure:
— di un contenuto netto non superiore a 56 g;
2. in scatole circolari o poligonali (diverse da quelle quadrate o rettangolari) contenenti almeno 12 porzioni singole, il cui peso netto globale sia compreso tra 450 g e 1.000 g;
3. in fette imballate isolatamente in fogli di alluminio e di peso netto unitario non superiore a 30 g.

(*r*) L'ammissione in questa sottovoce è subordinata alla presentazione di uno speciale certificato. In mancanza di tale certificato si applica il trattamento della voce 04.04-D-II.

(*s*) L'ammissione in questa sottovoce è subordinata alla presentazione di uno speciale certificato. In mancanza di tale certificato si applica il trattamento previsto dalla voce 04.04-E, a seconda della loro composizione.

(*t*) Il prelievo è limitato a 44,90 u.c. (pari a lire 28.062,50) per 100 kg, di peso netto, per le importazioni in provenienza, secondo i casi, da Austria, Finlandia, Romania e Svizzera.

(*u*) Il prelievo è limitato a 64,90 u.c. (pari a lire 40.562,50) per 100 kg, di peso netto, per le importazioni in provenienza, secondo i casi, da Austria, Finlandia, Romania e Svizzera.

(*v*) Il prelievo è limitato a 44,90 u.c. (pari a lire 28.062,50) per 100 kg, di peso netto, per le importazioni in provenienza, secondo i casi, da Bulgaria, Ungheria, Romania e Turchia.

(8451)

REGIONE LOMBARDIA

Varianti al piano regolatore generale del comune di Milano

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 23 gennaio 1973, n. 2851, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata, a norma della legge 22 dicembre 1969, n. 952, la deliberazione del consiglio comunale di Milano n. 229744/2485/72 del 27 settembre 1972, con la quale si destinava, in variante al vigente piano regolatore generale, l'area posta a nord di via degli Ulivi per costruzione edificio ad uso di scuola elementare nella zona di decentramento n. 18.

(8191)

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 23 gennaio 1973, n. 2850, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata, a norma della legge 22 dicembre 1969, n. 952, la deliberazione del consiglio comunale di Milano n. 226235/2469/72 del 25 settembre 1972, con la quale si destinava, in variante al vigente piano regolatore generale, l'area sita fra via Gabbro e la ferrovia nord Milano-Erba per la costruzione di edificio ad uso scuola media inferiore.

(8192)

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 20 febbraio 1973, n. 3194, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata la variante al piano regolatore generale del comune di Milano, adottata con deliberazione consiliare numero 85525/1223/70 del 21 aprile 1970, riguardante la zona compresa fra il confine con il comune di Sesto S. Giovanni, via E. Adriano, nuova via del piano regolatore generale, prolungamento di via Ponte Nuovo e via P. Semeria.

(8193)

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 13 febbraio 1973, n. 3127, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata, a norma della legge 22 dicembre 1969, n. 952, la deliberazione del consiglio comunale di Milano 23 ottobre 1972, n. 249511/2720/72, con la quale si destinava, in variante al vigente piano regolatore generale, l'area posta ad est di via Maffucci e a sud di via Carnevale per costruzione edificio ad uso di scuola elementare.

(8194)

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 2 ottobre 1972, n. 1813, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata, a norma della legge 22 dicembre 1969, n. 952, la deliberazione del Consiglio comunale di Milano n. 70679/772 del 29 marzo 1972, con la quale si destinava, in variante al vigente piano regolatore generale, l'area compresa tra le vie Ragusa, Arbe, Fortis e viale Zara, a costruzione edificio ad uso scuola media inferiore.

(8195)

Variante al piano regolatore generale del comune di Monza

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia in data 23 giugno 1972, n. 1342, resa esecutiva ai sensi di legge, è stata approvata, a norma della legge 22 dicembre 1969, n. 952, la deliberazione del consiglio comunale del comune di Monza n. 125 del 9 marzo 1972, con la quale si destinava, in variante al piano regolatore generale vigente, l'area sita in via Ardigò a costruzione edificio per complesso scolastico (scuola media ed elementare).

(8190)

Approvazione del piano particolareggiato di esecuzione del piano regolatore generale vigente, del comune di Brescia

Con deliberazione della giunta regionale della Lombardia del 26 maggio 1972, n. 1168, resa esecutiva ai sensi di legge, è stato approvato il piano particolareggiato di esecuzione del piano regolatore generale, adottato dal comune di Brescia con deliberazione consiliare n. 21731 del 15 luglio 1969, per la zona di piazza Venezia compresa fra le vie F.lli Lechi, F. Turati, XXV Aprile e le mura venete.

(8182)

REGIONE TOSCANA

Approvazione del piano di zona per lo sviluppo dell'edilizia economica e popolare del comune di Lamporecchio

Con deliberazione della giunta regionale n. 1425, in data 20 marzo 1973, è stato approvato il piano di zona per l'edilizia economica e popolare delle zone da destinare allo sviluppo dell'edilizia economica e popolare del comune di Lamporecchio, provincia di Pistoia, ai sensi e per gli effetti della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(8198)

Approvazione del piano di zona per lo sviluppo dell'edilizia economica e popolare del comune di Castelnuovo Garfagnana

Con deliberazione della giunta regionale n. 1432, in data 20 marzo 1973, è stato approvato il piano di zona delle zone da destinare allo sviluppo dell'edilizia economica e popolare del comune di Castelnuovo Garfagnana, provincia di Lucca, ai sensi e per gli effetti della legge 18 aprile 1962, n. 167.

(8199)

REGIONE MOLISE

Approvazione del piano di zona del comune di Termoli

Con deliberazione della giunta regionale n. 234 del 16 febbraio 1973, esecutiva, è stato approvato, ai sensi dell'art. 8 della legge 18 aprile 1962, n. 167, il piano di zona del comune di Termoli.

(8320)

REGIONE EMILIA-ROMAGNA

Varianti al piano regolatore generale del comune di Forlì

Con delibera della giunta regionale n. 407 in data 2 aprile 1973 (controllata senza rilievi dalla commissione di controllo sull'amministrazione della regione Emilia-Romagna con protocollo n. 795/874 in data 2 maggio 1973) resa esecutiva con decreto n. 217 in data 28 maggio 1973 a firma dell'assessore all'assetto del territorio è stata approvata la variante al vigente piano regolatore generale relativa all'area per la scuola materna in località « Cava » del comune di Forlì adottata con deliberazione consiliare n. 287 in data 12 luglio 1972.

Copia di tale delibera, del decreto e degli atti tecnici relativi muniti del visto di conformità all'originale, saranno relativi muniti del visto di conformit àallo'riginale, saranno depositati negli uffici comunali a libera visione del pubblico a termini dell'art. 10, comma sesto, della legge 17 agosto 1942, n. 1150, e successive modificazioni ed integrazioni.

(8321)

Con delibera della giunta regionale n. 410 in data 2 aprile 1973 (controllata senza rilievi dalla commissione di controllo sull'amministrazione della regione Emilia-Romagna con protocollo n. 797/910 in data 3 maggio 1973) resa esecutiva con decreto n. 218 in data 28 maggio 1973 a firma dell'assessore all'assetto del territorio è stata approvata la variante alle norme del vigente piano regolatore generale relativa alla zona di completamento con tipologia B2 del comune di Forlì adottata con deliberazione consiliare n. 288 in data 12 luglio 1972.

Copia di tale delibera, del decreto e degli atti tecnici relativi, muniti del visto di conformità all'originale, saranno depositati negli uffici comunali a libera visione del pubblico a termini dell'art. 10, comma sesto, della legge 17 agosto 1942, n. 1150, e successive modificazioni ed integrazioni.

(8322)

CONCORSI ED ESAMI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale di merito e della dichiarazione dei vincitori e degli idonei del concorso per titoli a diciotto posti di consigliere del ruolo dei magistrati amministrativi regionali.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, si rende noto che il supplemento speciale del Bollettino Ufficiale del mese di aprile 1973 della Presidenza del Consiglio dei Ministri pubblica la graduatoria generale di merito e la dichiarazione dei vincitori e degli idonei del concorso per titoli a diciotto posti di consigliere del ruolo dei magistrati amministrativi regionali.

(8233)

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria generale di merito e della dichiarazione dei vincitori e degli idonei del concorso per titoli a ventisette posti di primo referendario del ruolo dei magistrati amministrativi regionali.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico 10 gennaio 1957, n. 3, si rende noto che il supplemento speciale del Bollettino Ufficiale del mese di maggio 1973 della Presidenza del Consiglio dei Ministri pubblica la graduatoria generale di merito e la dichiarazione dei vincitori e degli idonei del concorso per titoli a ventisette posti di primo referendario del ruolo dei magistrati amministrativi regionali.

(8234)

CAMERA DEI DEPUTATI

Concorso pubblico, per esami e per titoli, a cinque posti di impiegato della carriera di concetto della Camera dei deputati con la qualifica di aiuto ragioniere.

IL PRESIDENTE DELLA CAMERA DEI DEPUTATI

Vista la deliberazione adottata dall'ufficio di presidenza nella riunione del 25 maggio 1973;

Visti gli articoli 2, 4, 22, 24, 27, 28 e 29 del regolamento dei servizi e del personale;

Decreta:

E' indetto un concorso pubblico, per esami e per titoli a cinque posti di impiegato della carriera di concetto della Camera dei deputati con lo stato giuridico e con il trattamento economico iniziale della carriera stabiliti dal regolamento dei servizi e del personale della Camera e con la qualifica di aiuto ragioniere. Due dei posti messi a concorso sono riservati ai dipendenti della Camera che prendano parte al concorso, risultino idonei e conseguano un punteggio finale almeno pari alla media dei punteggi finali conseguiti dai vincitori e dagli idonei.

Al concorso possono partecipare i cittadini italiani forniti del diploma di ragioniere e perito commerciale.

I candidati devono aver compiuto gli anni 18 e non aver superato i 32 anni di età, salvo le maggiorazioni di legge. L'età dei candidati non dovrà, comunque, anche ove trattisi di appartenenti ad amministrazioni dello Stato, superare i 40 anni. Nessun limite di età è stabilito per i dipendenti della Camera.

I requisiti predetti devono essere posseduti alla data del 1° luglio 1973.

Entro 30 giorni dalla pubblicazione del bando di concorso nella *Gazzetta Ufficiale* gli aspiranti dovranno far pervenire al Segretario generale della Camera domanda in carta bollata da lire 500 nella quale, secondo lo schema esemplificativo allegato, dovranno dichiarare:

la data e il luogo di nascita;

il possesso della cittadinanza italiana;

il possesso di sana e robusta costituzione fisica;

il comune nelle cui liste elettorali risultano iscritti, o se, non iscritti, i motivi della mancata iscrizione o della cancellazione dalle liste medesime;

se abbiano riportato condanne penali;

i titoli di studio, di attività professionale, di uffici esercitati;

di essere in regola con le norme concernenti gli obblighi militari;

gli eventuali titoli che diano diritto alla maggiorazione dei limiti di età o a preferenze nella formazione della graduatoria;

la lingua o le lingue straniere conosciute ai fini delle prove orali;

gli estremi del documento di identità del quale sono provvisti (ove il concorrente non sia in possesso di tale documento, alla domanda dovrà essere allegata una fotografia autenticata nelle forme di legge).

La firma apposta dal concorrente in calce alla domanda deve essere autenticata nei modi previsti dalla legge 4 gennaio 1968, n. 15 (*Gazzetta Ufficiale* del 27 gennaio 1968, n. 23).

Le domande che non contengono tutte le indicazioni previste dai commi precedenti non saranno ritenute valide ai fini dell'ammissione al concorso.

Il possesso dei requisiti fisici avanti indicati deve essere comprovato tassativamente da certificato del medico provinciale e, per i militari in servizio, dal medico militare competente.

Non si terrà conto delle domande che, per qualsiasi motivo, pervengano oltre il termine indicato.

L'Amministrazione della Camera dei deputati potrà chiedere ai candidati la presentazione, prima delle prove di esame, dei documenti comprovanti il possesso dei requisiti e dei titoli indicati nella domanda e sottoporre i candidati stessi ad accertamenti sanitari prima della chiamata in servizio.

Le prove di esame sono scritte e orali. Le prove scritte consistono nello svolgimento di:

1) un tema su nozioni di diritto civile e amministrativo;

2) un tema su nozioni dell'amministrazione del patrimonio e della contabilità generale dello Stato;

3) un tema di computisteria, ragioneria generale ed applicata.

Il tempo massimo per lo svolgimento di ciascuna prova è di sei ore.

Le prove orali vertono sulle seguenti materie:

1) nozioni elementari di diritto civile e amministrativo;

2) nozioni sull'amministrazione del patrimonio e della contabilità generale dello Stato;

3) computisteria, ragioneria generale ed applicata;

4) nozioni elementari di statistica;

5) lingua straniera (francese, o inglese, o tedesca).

Saranno ammessi alle prove orali i candidati che nelle prove scritte avranno conseguito l'idoneità con un punteggio medio non inferiore a 21/30 e con non meno di 18/30 in ciascuna prova.

La commissione esaminatrice sarà nominata con successivo decreto.

La commissione, prima che abbiano inizio le prove di esame, deciderà sui criteri di ammissione e di valutazione dei titoli presentati.

La commissione ammetterà i candidati al concorso; disporrà le prove di esame; deciderà sull'ammissione dei concorrenti alle prove scritte e alle prove orali; stabilirà la graduatoria finale dei candidati.

Saranno considerati idonei i candidati che nelle prove orali avranno conseguito un punteggio medio non inferiore a 21/30 e non meno di 18/30 in ciascuna prova.

Il punteggio finale risulterà dalla media delle medie dei voti conseguiti nelle prove scritte ed orali e sarà espresso in trentesimi con idoneità a punti 21/30. In aggiunta al punteggio finale, in trentesimi, saranno valutati i titoli fino ad un massimo di 30 centesimi di punto. L'idoneità conseguita in precedenti concorsi per aiuto ragioniere della Camera sarà valutata 50 centesimi di punto. La somma in tal modo risultante costituirà il punteggio di concorso e determinerà il posto in graduatoria del candidato.

Nella formazione definitiva della graduatoria costituirà titolo di preferenza, a parità di punti, l'appartenenza del vincitore o dell'idoneo al personale della Camera; in ogni altro caso saranno applicate le disposizioni di legge che stabiliscono titoli di preferenza nei concorsi a pubblico impiego.

I concorrenti che la commissione decide di proporre per la chiamata in servizio sono tenuti a presentare, entro 30 giorni dalla data richiesta, e sotto pena di decadenza, i seguenti documenti, redatti in carta bollata, e, ove occorra, debitamente vidimati e legalizzati ai sensi di legge:

1) certificato di nascita;

2) certificato di cittadinanza italiana;

3) certificato di buona condotta morale e civile rilasciato dal sindaco del comune ove l'aspirante ha abituale residenza;

4) certificato generale del casellario giudiziale;

5) certificato dei carichi pendenti;

6) certificato dal quale risulti che l'aspirante gode dei diritti politici e non è incorso in alcuna delle cause che ne impediscano il godimento a termini delle disposizioni vigenti;

7) titoli di studio dichiarati nella domanda di ammissione;

8) eventuali altri titoli di attività professionale, di uffici esercitati, ecc. dichiarati all'atto della domanda di ammissione.

Tuttavia coloro che sono impiegati di ruolo di una amministrazione dello Stato sono esenti dall'obbligo della presentazione dei documenti fino al n. 6 compreso.

L'aspirante chiamato in servizio sarà sottoposto a un periodo di prova della durata di un anno, prorogabile per un altro anno, e sarà collocato in ruolo se avrà superato la prova stessa.

Durante il periodo di prova avrà gli stessi doveri del personale di ruolo e godrà dello stesso trattamento economico iniziale

Al termine del periodo di prova il Presidente della Camera delibererà sulla conferma in ruolo. In caso di mancata conferma il licenziato avrà diritto ad una indennità pari a 2 mensilità del trattamento economico goduto durante il periodo di prova ovvero a 4 mensilità se il periodo di prova sia stato prorogato. In caso di conferma il periodo di prova sarà valido a tutti gli effetti.

Il regolamento dei servizi e del personale, che detta norme per lo stato giuridico ed economico dei dipendenti della Camera dei deputati, è ostensibile presso il servizio del personale della Camera.

Roma, addì 5 giugno 1973

Il Presidente: PERTINI

Il segretario generale: COSENTINO

Schema di domanda da redigersi
su carta da bollo da L. 500

Al Signor Segretario generale della Camera dei deputati - Palazzo Montecitorio - 00100 ROMA

Il sottoscritto . . nato a (provincia di .) il . . e residente in . . (provincia di . .), via . . n. . . (c.a.p. . .), chiede di essere ammesso al concorso, per esami e per titoli, a cinque (5) posti di impiegato di concetto della Camera dei deputati con lo stato giuridico e con il trattamento economico iniziali della carriera stabiliti dal regolamento dei servizi e del personale della Camera e con la qualifica di aiuto ragioniere.

Dichiara sotto la propria responsabilità che:

1) è cittadino italiano;

2) è in possesso di sana e robusta costituzione fisica;

3) è iscritto nelle liste elettorali del comune di . . ., (oppure: non è iscritto nelle liste elettorali per il seguente motivo . . . .);

4) non ha riportato condanne penali, nè ha procedimenti penali pendenti (*a*);

5) è in possesso dei seguenti titoli di studio . . conseguiti presso . . in data . ,

6) è in possesso dei seguenti altri titoli di attività professionale, di uffici esercitati, ecc.: . . . . conseguiti presso . . . . . . in data . . . . ,

7) per quanto riguarda gli obblighi militari la sua posizione è la seguente . . . . . . (*b*);

8) non ha prestato servizio presso amministrazioni statali, ovvero presta servizio presso l'Amministrazione . . . . con la qualifica di . . . . . . presso la quale è stato assunto il . . . . . . ovvero ha prestato servizio presso l'Amministrazione . . . . con la qualifica di . . . . dal . . . . . . al . . . . . . (precisare la causa di risoluzione del rapporto d'impiego o di lavoro);

9) non è stato destituito o dispensato da una pubblica amministrazione, nè è mai decaduto da altro impiego statale (*c*);

10) ai fini delle preferenze nella formazione della graduatoria è in possesso dei seguenti titoli . . . . ;

11) intende sostenere la prova orale nella seguente lingua straniera: . . . . ;

12) è provvisto del seguente documento di identità . . . . ;

13) ha già conseguito idoneità nel concorso per aiuto ragioniere della Camera bandito con D.P. . . . . . . , n. . . . . . .;

14) allega alla presente certificato medico a norma del comma ottavo del bando di concorso comprovante il possesso dei requisiti fisici richiesti.

(Firma) . . . . . . (*d*)

(La firma dell'aspirante dovrà essere autenticata ai sensi della legge 4 gennaio 1968, n. 15).

Indirizzo presso il quale si desidera vengano inviate le eventuali comunicazioni: . . . . (indicare l'esatto numero di codice di avviamento postale).

(*a*) In caso contrario indicare le eventuali condanne riportate (anche se sia stata concessa amnistia, indulto, condono o perdono giudiziale), la data del provvedimento e l'autorità giudiziaria che lo ha emesso, nonchè i procedimenti penali eventualmente pendenti.

(*b*) Secondo i casi: di aver prestato servizio militare di leva; di essere attualmente in servizio militare presso il . . . . ; di non aver prestato servizio militare perchè, pur dichiarato «abile arruolato», gode di congedo o di rinvio in qualità di . . . . ovvero perchè riformato o rivedibile o perchè non ancora sottoposto al giudizio del consiglio di leva.

(*c*) In caso contrario indicare le cause della destituzione o della dispensa.

(*d*) La firma dell'aspirante dovrà essere autenticata da una delle autorità indicate nell'art. 20 della legge 4 gennaio 1968, n. 15 (funzionario competente a ricevere la documentazione, notaio, cancelliere, segretario comunale o altro funzionario incaricato dal sindaco).

Per i militari alle armi è sufficiente il visto del comandante della compagnia o unità equiparata; per i dipendenti statali il visto del capo ufficio presso il quale prestano servizio.

(8720)

Nomina di un componente della commissione esaminatrice del concorso pubblico a diciotto posti di agente ausiliario della Camera con qualifica di commesso.

IL PRESIDENTE DELLA CAMERA DEI DEPUTATI

Visto il decreto presidenziale 2 aprile 1973, n. 542, con il quale è stata costituita la Commissione esaminatrice del concorso pubblico, per esami, a diciotto posti di agente ausiliario della Camera con la qualifica di commesso;

Visto l'art. 4 del regolamento dei servizi e del personale;

Decreta:

Il dott. Emo Sparisci, consigliere capo servizio, è chiamato a far parte della commissione esaminatrice del concorso pubblico a diciotto posti di agente ausiliario in premessa indicato.

Dato a Roma, addì 22 maggio 1973

Il Presidente: PERTINI

Il segretario generale: COSENTINO

(8229)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

ENTE NAZIONALE PER LA PREVENZIONE DEGLI INFORTUNI

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso pubblico per titoli ed esami a cinque posti di esperto di 2ª classe in prova nella categoria direttiva, ruolo dei tecnici dell'ENPI.

Si rende noto che su « Notizie dall'*ENPI* » n. 3 del mese di febbraio, messo in distribuzione il 22 febbraio 1973, sono state pubblicate le graduatorie dei fisici e dei chimici del concorso a cinque posti di esperto di 2ª classe categoria direttiva, ruolo dei tecnici, di cui tre posti riservati ai laureati in chimica e due posti riservati ai laureati in fisica, bandito dall'Ente nazionale per la prevenzione degli infortuni e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 287 del 15 novembre 1971.

(8230)

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso pubblico per titoli ed esami a trenta posti di medico di 2ª classe in prova nella categoria direttiva, ruolo sanitario dell'ENPI.

Si rende noto che su « Notizie dall'*ENPI* » n. 3 del mese di febbraio, messo in distribuzione il 22 febbraio 1973, è stata pubblicata la graduatoria dei vincitori del concorso a trenta posti di medico di 2ª classe, categoria direttiva, ruolo sanitario, bandito dall'Ente nazionale per la prevenzione degli infortuni e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 287 del 15 novembre 1971.

(8231)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Avviso relativo alla pubblicazione dei risultati del concorso a venti posti di analista di 2ª classe nel ruolo degli analisti per il servizio repressione frodi, carriera direttiva.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si rende noto che in data 12 aprile 1973, sono stati pubblicati nel supplemento al Bollettino Ufficiale n. 4 del Ministero dell'agricoltura e delle foreste i risultati del concorso indetto con decreto ministeriale 23 aprile 1970, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 181 del 20 luglio 1970, a venti posti di analista di 2ª classe nel ruolo degli analisti per il servizio repressione frodi, carriera direttiva.

(8519)

REGIONE FRIULI-VENEZIA GIULIA

Commissione giudicatrice del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Udine

L'ASSESSORE ALL'IGIENE E ALLA SANITA'

Visto il decreto del medico provinciale di Udine n. 7132 dd. 1° agosto 1972 con il quale è stato bandito un concorso interno per il posto di titolare della condotta ostetrica consorziale fra i comuni di Fiumicello, Aquileia e Terzo d'Aquileia;

Considerato che occorre procedere alla costituzione della commissione esaminatrice del concorso suddetto;

Viste le designazioni pervenute;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 8 marzo 1968, n. 220;

Vista la legge regionale 14 novembre 1967, n. 25;

Decreta:

La commissione esaminatrice del concorso interno al posto di ostetrica condotta del consorzio fra i comuni di Fiumicello, Aquileia e Terzo d'Aquileia è costituita come segue:

Presidente:

Giacometti dott. Sergio, direttore di sezione del Ministero della sanità in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Udine.

Componenti:

Di Marco dott. Giuseppe, direttore di sezione presso la prefettura di Udine;

Severini dott. Carlo, medico provinciale superiore titolare dell'ufficio di Pordenone;

D'Andrea dott. Alessandro, primario ostetrico presso l'ospedale civile di Cividale del Friuli;

Rocco prof. Erminio, primario ostetrico presso l'ospedale civile di Palmanova;

Momi Giustina, ostetrica condotta del comune di S. Maria La Longa.

Segretario:

De Simone Pasqualino, direttore di sezione del Ministero della sanità in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Trieste.

La commissione esaminatrice avrà sede in Udine ed inizierà i suoi lavori non prima del trentesimo giorno successivo alla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica;

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica italiana e nel « Bollettino Ufficiale » della regione Friuli-Venezia Giulia;

Il presente decreto sarà affisso per otto giorni all'albo della prefettura di Udine, dell'ufficio del medico provinciale di Udine e dei comuni interessati.

Trieste, addì 10 aprile 1973

L'assessore: DEVETAG

(8147)

REGIONE PIEMONTE

Sostituzione di un componente la commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Asti.

IL PRESIDENTE DELLA GIUNTA REGIONALE

Visto il proprio decreto n. 534/1973, con il quale è stata costituita la commissione giudicatrice del concorso pubblico per titoli ed esami a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Asti;

Considerato che il dott. Angelo Centi, componente della predetta commissione, a seguito di dimissioni presentate per collocamento a riposo, non può partecipare ai lavori della commissione stessa;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 8 marzo 1968, n. 220;

Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 14 gennaio 1972, n. 4;

Decreta:

E' nominato componente della commissione di cui alle premesse il dott. Ezio Patrissi, medico provinciale superiore in servizio presso il Ministero della sanità, in sostituzione del dott. Angelo Centi.

Asti, addì 10 maggio 1973

p. Il Presidente della Giunta regionale
Il medico provinciale: RAGUSA

(8152)

REGIONE EMILIA-ROMAGNA

Concorso per il conferimento di sedi farmaceutiche vacanti in provincia di Ravenna

IL MEDICO PROVINCIALE

Con decreto n. 1148 in data 3 maggio 1973 il medico provinciale di Ravenna ha bandito il concorso per le farmacie vacanti in provincia di Ravenna ai sensi dell'art. 3 della legge 2 aprile 1968, n. 475:

Farmacia rurale Bellanzoni: S. Agata sul Santerno;
Farmacia rurale sede n. 3: S. Cassiano Brisighella.

Il termine della presentazione delle domande scade il 20 luglio 1973 entro e non oltre le ore 12.

(8151)

REGIONE TOSCANA

Rettifica del nominativo di un componente della commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Siena.

LA GIUNTA REGIONALE

Vista la propria deliberazione n. 1978 in data 28 novembre 1972 con la quale è stata nominata la commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti in provincia di Siena al 30 novembre 1969;

Considerato che della predetta commissione è stato chiamato a far parte, tra gli altri, il prof. Lorenzini, direttore della clinica chirurgica dell'Università di Siena;

Rilevato che il nome del suddetto sanitario, in base ad erronea segnalazione del competente ordine dei medici, è stato indicato in Luigi mentre risulta essere Luciano;

Ritenuto che occorre procedere alla modifica della delibera di nomina della commissione apportando la variazione nominativa sopra cennata;

A voti unanimi;

Delibera:

A parziale modifica della deliberazione indicata in premessa il nome del prof. Lorenzini, direttore della clinica chirurgica dell'Università di Siena, è rettificato in Luciano.

Il presidente: LAGORIO

(8404)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI MATERA

Commissione giudicatrice del concorso al posto di ufficiale sanitario vacante nella provincia di Matera

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il decreto di questo ufficio n. 4168 del 30 novembre 1972 con il quale è stato bandito pubblico concorso per titoli ed esami al posto di ufficiale sanitario di Matera;

Considerato che occorre procedere alla costituzione della commissione giudicatrice ai sensi dell'art. 2 del decreto del Presidente della Repubblica 23 ottobre 1953, n. 2211 e dello articolo unico della legge 8 marzo 1968, n. 220;

Viste le designazioni fatte pervenire dagli uffici, enti ed organizzazioni interessati;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie del 27 lulio 1934, numero 1265;

Vista la legge 13 marzo 1956, n. 296;

Visto l'art. 8 del regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modifiche;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica del 14 gennaio 1972, n. 4;

Vista la deliberazione della giunta regionale n 97 del 31 marzo 1972:

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso di cui in premessa e costituita come segue:

Presidente:

Leone dott. Leonida, direttore di divisione del Ministero della sanità.

Componenti:

De Ciampis dott. Alberto, medico provinciale capo, del Ministero della sanità;

Grosso prof. Enea, direttore dell'istituto igiene dell'Università di Bari;

Malaguzzi Valeri prof. Claudio, direttore della patologia medica dell'Università di Bari;

Lenge dott. Achille, direttore di sezione della prefettura di Matera;

Labriola dott. Vincenzo, ufficiale sanitario titolare del comune di Tursi.

Segretario:

Armento dott. Rocco, funzionario del Ministero della sanità, comandato alla regione Basilicata.

La commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede presso l'istituto di igiene dell'Università di Bari.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e sarà pubblicato per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, a quello della prefettura e del comune interessato.

Matera, addì 18 maggio 1973

Il medico provinciale: SETTEMBRINI

(8149)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI RAVENNA

Graduatoria generale del concorso al posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Ravenna

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 6538 del 24 febbraio 1971, con il quale è stato indetto pubblico concorso, per titoli ed esami, al posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Ravenna;

Visto il proprio decreto n. 2746 del 10 ottobre 1972, modificato con decreto n. 482 del 28 febbraio 1973, con il quale è stato provveduto alla nomina della commissione giudicatrice del predetto concorso;

Visto il proprio decreto n. 1035 del 9 aprile 1973, con il quale è stato provveduto alla ammissione dei candidati al predetto concorso;

Visti i verbali di esame redatti dalla commissione giudicatrice ed accertatane la regolarità;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni;

Vista la legge n. 9 dell'11 ottobre 1972 della regione Emilia-Romagna;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso per il conferimento del posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Ravenna:

Cenni Paolo . . . . punti 177,975 su 240

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della provincia e, per otto giorni consecutivi, agli albi di questo ufficio, della prefettura e del comune interessato.

Ravenna, addì 22 maggio 1973

Il medico provinciale: MAULUCCI

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1346 in data 22 maggio 1973, con il quale è stata approvata la graduatoria di merito dei candidati risultati idonei al concorso per il conferimento del posto di ufficiale sanitario vacante nel comune di Ravenna;

Ritenuto opportuno procedere alla nomina del vincitore del suddetto concorso;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935, n. 281, e successive modificazioni;

Vista la legge n. 9 dell'11 ottobre 1972 della regione Emilia-Romagna;

Decreta:

Il dott. Paolo Cenni è dichiarato vincitore del concorso al posto di ufficiale sanitario del comune di Ravenna.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo ufficio, della prefettura di Ravenna e del comune interessato.

Ravenna, addì 22 maggio 1973

Il medico provinciale: MAULUCCI

(8150)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI FORLI'

Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti nella provincia di Forlì

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 909 del 15 marzo 1972 con il quale veniva bandito pubblico concorso, per titoli ed esami, per il conferimento di due posti di veterinario comunale vacanti nei comuni di Forlì e Verghereto al 30 novembre 1971;

Considerato che occorre procedere alla nomina della commissione giudicatrice;

Visto l'art. 3 della legge regionale 12 marzo 1973, n. 16;

Vista la nota n. 61.3/1443 del 3 maggio 1973 dell'assessore alla sanità della regione Emilia Romagna;

Decreta:

Art. 1.

La commissione giudicatrice del concorso per il conferimento dei posti di veterinario comunale dei comuni di Forlì e Verghereto, vacanti al 30 novembre 1971, è costituita come segue:

Presidente:

Martino dott. Antonio, funzionario in servizio presso l'amministrazione della regione Emilia Romagna.

Componenti:

Benazzi prof. Pietro, veterinario provinciale di Bologna;

Montroni prof. Luigi, docente in patologia generale e anatomia patologica veterinaria dell'Università di Bolona;

Gentile prof. Giuseppe, docente in patologia speciale e clinica medica veterinaria dell'Università di Bologna;

Marcaccini dott. Mario, veterinario condotto del comune di Forlì.

Segretario:

Lavorata dott. Tommaso, funzionario in servizio presso l'ufficio del medico provinciale di Reggio Emilia.

Art. 2.

La predetta commissione inizierà i propri lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica ed avrà sede presso l'Istituto di clinica medica veterinaria di Bologna.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi all'albo pretorio di questo ufficio, della prefettura e dei comuni interessati.

Forlì, addì 16 maggio 1973

Il veterinario provinciale: CANCELLIERI

(8148)

UFFICIO VETERINARIO PROVINCIALE DI MODENA

Commissione giudicatrice del concorso a posti di veterinario condotto vacanti in provincia di Modena

IL VETERINARIO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 3109 del 9 dicembre 1971, col quale è stato bandito il concorso, per titoli ed esami, per i posti di veterinario condotto vacanti al 30 novembre 1971;

Considerato che occorre procedere alla nomina della commissione giudicatrice;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265 e gli articoli 12 e 13 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854;

Visto il regio decreto 11 marzo 1935; n. 281, modificato dal decreto del Presidente della Repubblica 29 ottobre 1963, n. 2211;

Vista la legge 8 marzo 1968, n. 220;

Vista la legge della regione Emilia-Romagna 11 ottobre 1973, n. 9;

Vista la legge della regione Emilia-Romagna 12 marzo 1973, n. 16, recante disposizioni transitorie per commissioni e comitati operanti nel settore sanitario;

Visto il decreto del medico provinciale di Modena n. 327 del 26 giugno 1972, con il quale su proposta del consiglio dell'ordine dei veterinari e su susseguenti segnalazioni delle giunte comunali interessate, è stato nominato il prof. Ferdinando Trenti quale rappresentante della categoria dei veterinari condotti in seno alla commissione giudicatrice;

Vista la lettera n. 61.3/2680 del 30 maggio 1973 con la quale l'assessore regionale alla sanità ha segnalato i nominativi dei componenti la commissione secondo quanto previsto dall'art. 3 della legge regionale 1973/26;

Viste le designazioni dell'ordine provinciale dei veterinari;

Decreta:

La commissione giudicatrice del concorso indicato nelle premesse è così costituita:

Presidente:

Martino dott. Antonio, funzionario amministrativo della regione Emilia-Romagna.

Componenti:

Benazzi prof. Pietro, veterinario provinciale di Bologna;

Gentile prof. Giuseppe, docente in patologia e clinica medica veterinaria della facoltà di medicina veterinaria di Bologna;

Montroni prof. Luigi, docente in patologia generale e anatomia patologica della facoltà di medicina veterinaria di Bologna;

Trenti prof. Ferdinando, veterinario condotto di Formigine.

Segretario:

Grasso dott. Antonio, funzionario amministrativo della regione Emilia-Romagna.

La commissione giudicatrice inizierà i suoi lavori non prima di un mese dalla data di pubblicazione del presente decreto nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, ed avrà la sede a Modena.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica e, per otto giorni consecutivi all'albo della prefettura di Modena, dell'ufficio veterinario provinciale di Modena e dei comuni interessati al concorso.

Modena, addì 1° giugno 1973

Il veterinario provinciale: BENIMEO

(8726)

ANTONIO SESSA, *direttore* DINO EGIDIO MARTINA, *redattore*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - S.